



VILLE DE  
CHOISY-LE-ROI

Place Gabriel péri  
94600 Choisy-le-Roi  
www.choisyleroi.fr  
☎ 01.48.92.44.44

# *Procès-verbal de la séance du Conseil municipal du Mercredi 10 mars 2021*

---

Le dix mars deux mille vingt et un à dix-neuf heures trente, le Conseil municipal de la commune de Choisy-le-Roi, légalement convoqué à domicile par écrit le mercredi 3 mars 2021, s'est réuni Salle du Conseil municipal – Hôtel de ville, sous la présidence de Monsieur Tonino PANETTA, Maire.

## **Étaient présents :**

MM. ID ELOUALI Ali, LAJILI Yamina, PANETTA Tonino, COELHO Vasco, BRULANT Marina, OSTERMEYER Sushma, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, HABI Hacène, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, FONDENEIGE Matthias, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, CHIRRANE El Arbi, CHALBI Yacin, BOURVEN Julien, GARROUT Karim, JUHEL Françoise, DESPRES Catherine, ESSONE MENGE Terence, BENKAHLA Malika, HUTIN Sébastien, LEMOINE Nathalie.

## **Étaient représentés :**

Mme SASU Hancès	mandat à M. BOURVEN Julien
Mme DIMNET Jocelyne	mandat à M. MARQUES Henrique
Mme LORES Monique	mandat à Mme OSTERMEYER Sushma
Mme FADLI Hafida	mandat à M. CHIRRANE El Arbi
Mme LANTERNIER Lucie	mandat à M. PANETTA Tonino
M. OMRANE Alain	mandat à M. CHALBI Yacin
M. BOLLE-DALLIAH Kristian	mandat à Mme HACHE Bénédicte
Mme BEZACE Mathilde	mandat à M. ID ELOUALI Ali
M. BANCE Stéphane	mandat à M. DRUART Frédéric
Mme OZCAN Canan	mandat à M. THIAM Moustapha
M. DESROCHES Damien	mandat à M. COELHO Vasco
Mme MARTIN Mélisandre	mandat à M. HABI Hacène
Mme FOURNIER Laura	mandat à Mme GAULIER Danièle
Mme COHEN Rachel	mandat à M. PANETTA Tonino
Mme LUC Nadine	mandat à Mme DESPRES Catherine
M. AOUMMIS Hassan	mandat à Mme BENKAHLA Malika
M. GUILLAUME Didier	mandat à Mme DESPRES Catherine

## **Était absent :/**

**Secrétaire de séance :** Monsieur Walid SAYADI.

## Sommaire

→ Désignation du secrétaire de séance .....	4
→ Appel.....	4
→ Approbation du procès-verbal de la séance du Conseil municipal du 10 février 2021 .....	4
<b>AJOUT D'UN POINT A L'ORDRE DU JOUR.....</b>	<b>4</b>
<b>INFORMATION .....</b>	<b>4</b>
→ Information sur l'état annuel des indemnités perçues par les conseillers municipaux et conseillères municipales en 2020. ....	4
<b>RESSOURCES HUMAINES .....</b>	<b>5</b>
→ 1. Modification de la délibération sur les indemnités de fonction au Maire, adjoint.e.s et conseiller.e.s délégué.e.s et associé.e.s. ....	5
<b>FINANCES.....</b>	<b>5</b>
→ 2. Approbation des taux d'imposition - Année 2021.....	5
→ 3. Approbation du budget primitif principal - Exercice 2021 - Budget principal.....	7
→ 4. Approbation du budget primitif principal - Exercice 2021 - Budget annexe des parkings .....	22
→ 5. Admissions en non-valeur de créances irrécouvrables - budget principal.....	22
→ 6. Admissions en non-valeur de créances irrécouvrables - budget annexe des parkings .....	22
→ 7. Affectation de la dotation de solidarité urbaine et du fonds de solidarité de la région Île-de-France perçus par la commune en 2020 .....	24
<b>HABITAT .....</b>	<b>26</b>
→ 8. Garantie d'emprunt accordée à VALOPHIS HABITAT OPH du Val-de-Marne pour la création de 8 logements locatifs sociaux 3PLUS/5PLAI, au rez-de-dalle et 1er étage de l'immeuble situé 4, avenue Jean-Jaurès.....	26
<b>BÂTIMENT.....</b>	<b>26</b>
→ 9. Rapport d'activité 2019 du Syndicat Intercommunal de Chauffage Urbain de Choisy-Vitry (SICUCV) .....	26
→ 10. Rapport d'activité 2019 du Syndicat Intercommunal pour le Gaz et l'Electricité en Ile-de-France (SIGEIF) .....	28
<b>COMMANDE PUBLIQUE .....</b>	<b>29</b>
→ 11. Approbation de la convention constitutive du groupement de commandes entre la commune de Choisy-le-Roi et le Centre communal d'action sociale (CCAS) pour la passation d'un marché public portant sur l'achat et la livraison d'équipements de protection individuelle, de vêtements et chaussures de protection pour les agents .....	29
<b>DEVELOPPEMENT LOCAL ET CITOYENNETE.....</b>	<b>29</b>

→ 12. Avis sur le bilan 2019 de la mise en œuvre du contrat de ville Seine amont.....	29
---	----

## **ADMINISTRATION GENERALE.....33**

→ 13. Adhésion de la commune de Vaucresson au Syndicat intercommunal funéraire de la région parisienne (SIFUREP) .....	33
→ 14. Compte-rendu des décisions L.2122-22 du Code général des collectivités territoriales .....	34
→ 15. Désignation des représentants d'associations locales à la Commission consultative des services publics locaux - Les Résidents des Hautes Bornes, Choisy Poppins et Quartiers Libres Choisy .....	34

## **QUESTIONS DIVERSES .....34**

*La séance est ouverte à 19 h 30 sous la présidence de M. Tonino PANETTA, Maire de Choisy-le-Roi.*

### → Désignation du secrétaire de séance

**M. le Maire** : Conformément aux dispositions du Code général des collectivités territoriales, je vais désigner un secrétaire de séance. Donc je vous propose Monsieur Walid Sayadi comme secrétaire de séance.

*(M. Walid Sayadi est désigné à l'unanimité secrétaire de séance.)*

**M. le Maire** : Et je passe donc la parole à Monsieur Baranger qui va procéder à l'appel nominal.

### → Appel

*(M. Denis Baranger procède à l'appel.)*

### → Approbation du procès-verbal de la séance du Conseil municipal du 10 février 2021

**M. le Maire** : Très bien, merci, Monsieur Baranger. Donc vous avez reçu le procès-verbal de la séance du 10 février avec la présente convocation. Y a-t-il des observations sur ce procès-verbal ? Bien, je n'en vois pas, donc nous adoptons ce procès-verbal. Merci.

## AJOUT D'UN POINT A L'ORDRE DU JOUR

**M. le Maire** : Je vous propose d'ajouter un point à l'ordre du jour, que vous avez sur la table. Il nous faut désigner des représentants d'associations locales à la Commission consultative des services publics locaux. Lors de la séance du 16 juillet dernier, nous avons désigné les représentants du Conseil, mais il restait à nommer les représentants d'associations locales, en l'occurrence trois. Voilà.

Il vous a également été déposé le document, qui est maintenant obligatoire, vous présentant l'état des indemnités perçues par les élus pour l'année 2020. Il y a eu un premier document où une erreur s'était glissée, il a été rectifié, et celui que vous avez sur la table est donc le document mis à jour. Et il vous a également été remis le règlement intérieur du Conseil sous forme d'un petit livret. Y a-t-il des observations ? Non. Nous allons donc aborder l'ordre du jour.

## INFORMATION

### → Information sur l'état annuel des indemnités perçues par les conseillers municipaux et conseillères municipales en 2020.

**M. le Maire** : Nous commençons donc par une information sur l'état annuel des indemnités perçues par les conseillers municipaux et conseillères municipales.

La loi Engagement et Proximité, loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019, en son article 93, a introduit l'obligation notamment pour les communes de présenter un état annuel des indemnités perçues par les élus au Conseil municipal avant l'examen du budget communal. Comme le précise le statut de l'élus, le nouvel article L.21123-24-1-1 du Code général des collectivités territoriales, applicable aux communes, mentionne que doivent être présentées les indemnités de toute nature au titre de tout mandat et de toute fonction exercés en tant qu'élus local. Voilà. Donc ce document est pour les élus, pour information.

Comme c'est la première fois que nous le présentons, c'est bien juste une information. Il n'y a aucun vote, c'est une information, voilà, qui, dorénavant, vous sera donnée avant chaque vote du conseil, du budget. Chaque année.

## RESSOURCES HUMAINES

### → 1. Modification de la délibération sur les indemnités de fonction au Maire, adjoint.e.s et conseiller.e.s délégué.e.s et associé.e.s.

**M. le Maire** : Le point n°1 : modification de la délibération sur les indemnités de fonction au maire, adjoints et conseillers délégués et associés. C'est Monsieur Coelho qui nous présente cette délibération.

**M. Coelho** : Bonsoir, merci, Monsieur le Maire. Chers collègues et direction générale, et chers Choisyens. Voilà, donc comme Monsieur le Maire l'a dit, c'est une modification de la délibération sur les indemnités de fonction des adjoints, des conseillers et des délégués. Nous devons faire cette modification compte tenu de la démission de Madame Isabelle de Chantérac, conseillère municipale associée. Elle a démissionné le 1er octobre 2020, cela génère la mise à jour de la délibération sur les indemnités des élus.

Le 23 septembre 2020, le Conseil municipal a délibéré sur les indemnités de fonction allouées au maire, aux adjoints, aux conseillers municipaux et conseillères municipales délégués et associés. Pour rappel, le montant plafond des indemnités de fonction allouées au maire, aux adjoints, aux conseillers municipaux et conseillères municipales délégués et associés est déterminé par référence au montant indiqué aux articles L.2123-23, L.2123-24 du Code général des collectivités territoriales. Je tiens à vous rassurer, l'enveloppe indemnitaire mensuelle globale maximum à Choisy-le-Roi reste inchangée, comme vous pouvez le constater. Voilà, Monsieur le Maire et chers collègues, nous pouvons délibérer.

**M. le Maire** : Y a-t-il des observations sur cette délibération ? Je n'en vois pas. Y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? Bien, c'est voté à l'unanimité, merci à vous.

*La délibération n°1 est adoptée à l'unanimité.*

## FINANCES

### → 2. Approbation des taux d'imposition - Année 2021.

**M. le Maire** : alors, le point n°2 qui sera présenté donc par Madame Francisot, qui concerne le vote des taux d'imposition pour 2021.

**Mme Francisot** : Merci, Monsieur le Maire, bonsoir, chers collègues. Alors, je vais un petit peu monopoliser la parole ce soir, vous l'avez bien compris.

Pour l'instant, nous devons approuver les taux d'imposition pour 2021. Comme vous devez le savoir, avec la suppression de la taxe d'habitation, l'État a opéré des changements profonds dans la fiscalité territoriale. Pour compenser la perte de recettes des villes, l'État a décidé que la part de taxe foncière autrefois perçue par les départements reviendra aux villes. Pour ce faire, elles ont l'obligation de voter un taux global qui est l'addition de leur taux et de celui du département. Concrètement, pour les Choisyens, et notamment pour ceux qui nous suivent, cela signifie qu'ils verront disparaître la colonne « département » en page 2 de leur fiche d'imposition, et le taux de 13,75 %, qui figuraient dans cette colonne, sera additionné au taux de 26,09 % de la Ville, soit un taux de 39,84 %. Pour autant, la Ville ne percevra que l'équivalent de sa perte de recettes calculée par les services de l'État grâce à un coefficient correcteur. En soi, cela ne change rien, ou presque rien, sur le taux global

d'imposition des Choisyens. Si je ne dis « presque rien », c'est qu'il est bien entendu que nous n'avons pas, ou plus, la main sur les autres colonnes ayant un taux. Je parle en particulier de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères, qui est désormais collectée par le territoire qui en assume la compétence depuis quelques années déjà. Le territoire a donc désormais la main sur le taux de la TOM.

Les Choisyens ont raison, aujourd'hui, de dire que les impôts locaux ne font qu'augmenter. En loi de finances, l'État décide chaque année de la variation des valeurs locatives en fonction de l'inflation. Depuis 10 ans, ces valeurs locatives sur lesquelles est basée l'imposition ont augmenté de 14 %. Les taux communaux de la taxe foncière et de la taxe d'habitation, pour ceux qui la paient encore, ont doublé depuis 20 ans à Choisy-le-Roi. Au cours de leur dernier mandat, l'ancienne majorité a imposé aux Choisyens une augmentation de 3 % de leurs impôts. Et puisque la taxe foncière ne se compose pas que d'un taux communal, et que jusqu'en 2020, ce taux existait, c'est également une augmentation de 3 % qu'a décidé d'imposer aux Val-de-Marnais la même majorité départementale en 2018.

Enfin, j'ai bien peur que cette même majorité du territoire, sous prétexte de l'augmentation des taxes diverses et de l'harmonisation des taux entre les 24 villes qui composent son territoire, n'augmente, elle aussi, les taux de TOM dus par les Choisyens, ce que je trouve d'autant plus scandaleux que nous leur transférons une somme excédentaire. Chaque année, les recettes de la TOM permettaient à la Ville de Choisy-le-Roi de régler l'ensemble de la facture d'enlèvement des ordures ménagères, en plus d'opérations de nettoyage des marchés notamment. Cette situation d'excédent, je vous l'accorde, n'aurait pas dû exister, et le taux aurait dû être revu à la baisse de façon à ce qu'elle ne serve qu'à payer l'enlèvement des ordures ménagères. Aujourd'hui, non seulement le territoire bénéficiera des 500 000 à 700 000 euros d'excédent que générait un taux à 7,14 % de TOM, mais, en plus, des échos que j'en ai, il prévoit d'augmenter ce taux.

Parenthèse refermée pour faire comprendre aux Choisyens que nous entendons leurs difficultés à faire face à des taux d'imposition aussi importants, et pour leur confirmer que nous mettrons tout en œuvre, je dis bien tout en œuvre, durant cette mandature, afin de pouvoir réduire le poids de la taxe foncière sur leur budget. Je vous propose donc aujourd'hui de voter un taux à 39,84 % pour la taxe foncière sur le bâti, et un taux inchangé à 124,75 % pour la taxe foncière sur le non bâti. Merci.

**M. le Maire :** Y a-t-il des observations ? Je vais quand même dire deux petits mots.

Comme l'a expliqué Madame Francisot, nous avons deux très mauvaises surprises, qui, à elles seules, auraient dû normalement nous pousser à augmenter le taux communal de la taxe foncier bâti, ce que de nombreuses villes en France se sont résolues à faire face aux difficultés qui s'amoncellent sur les collectivités. Il vous est expliqué là que la base de taxe d'habitation, sur cette base qui nous est reversée, nous avons une perte de 700 000 euros, la somme exacte, c'est 766 314 euros, sur l'année 2021, mais qui va se répertorier sur les 5 prochaines années, puisque c'est justement l'année 2020 qui va servir de base pour la compensation de la taxe d'habitation que nous ne percevrons plus. Donc vous faites 766 000 par 5, c'est donc plus de 4 millions d'euros que nous allons perdre sur 5 ans. Donc, bien sûr, nous avons saisi les services de l'État pour réclamation, pour qu'on nous explique au moins comment a été fait ce calcul, puisque, à notre connaissance, nous n'avons pas perdu d'habitants, c'est vraiment incompréhensible. Nous ne sommes pas la seule ville dans ce cas, donc plusieurs villes ont établi la même démarche que nous, à savoir une demande d'explication. La TOM qui maintenant est touchée directement par le territoire, elle était excédentaire chez nous, également de près de 700 000 euros. Et malgré tout, nous laissons inchangé le taux communal sur la taxe foncier bâti, parce qu'effectivement, comme l'a dit Madame Francisot, le taux est déjà assez élevé, nos concitoyens sont dans une situation

difficile, comme nous, d'ailleurs, comme les collectivités, comme l'État, de toute façon. Il faut tenir bon, voilà.

Donc nous verrons tout à l'heure avec le budget, nous avons quand même construit un budget très courageux et sans augmenter la part communale, puisque c'est le seul levier que nous avons. Comme l'a dit Madame Francisot, la valeur locative qui augmente, elle est déterminée par les services fiscaux, pas par nous. Voilà. Et nous aurons une communication importante, puisque s'ajoute une mise en forme différente lorsque vous allez recevoir vous et nos concitoyens, effectivement, au lieu de recevoir un avis, enfin sur l'avis, deux colonnes bien séparées, départemental et Choisy, ça fusionne. C'est pour ça que c'est le taux de la taxe bâti plus le taux départemental qui donnent bien les 39 %, voilà. Mais à la base, nous n'avons rien augmenté, c'est très important, je le souligne. Voilà. Madame Juhel.

**Mme Juhel :** Oui, Monsieur le Maire, j'ai envie de vous dire : bienvenue au club. Parce que les baisses des dotations de l'État, ce n'est pas la première fois que cela arrive. Et en 6 ans de mandat précédent, les baisses de dotations, vous les avez évoquées à notre dernier Conseil, ont été extrêmement importantes, et nous avons réussi à ne pas augmenter la fiscalité locale, sauf une seule fois en 6 ans, et de 3 %. Sur 6 ans de mandat face aux baisses des dotations, je pense que c'était une bagarre constante pour ne pas augmenter la fiscalité des Choisyens.

**M. le Maire :** Très bien, Madame Juhel. Et nous, notre défi, ce sera de ne pas l'augmenter en 6 ans, et surtout, de pouvoir la baisser, puisque c'est ce que nous allons faire, et nous y parviendrons, à baisser cette part de taxe foncière pour aider les ménages Choisyens. S'il n'y a plus d'intervention... Pas de questions ? On peut procéder au vote ? Bien.

Y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité, merci.

*La délibération n°2 est adoptée à l'unanimité.*

### → 3. Approbation du budget primitif principal - Exercice 2021 - Budget principal

**M. le Maire :** Alors, maintenant, c'est le gros morceau de la soirée : le vote du budget primitif. Je donne la parole à Madame Francisot.

**Mme Francisot :** Merci à nouveau, Monsieur le Maire. Ce soir, il me revient l'honneur de vous présenter pour la première fois de la mandature le budget primitif de notre Ville. Si ce soir nous arrivons à vous présenter un budget en équilibre, c'est aussi grâce à tous les services qui ont travaillé dans un contexte alliant changements politiques et crise sanitaire. Alors, je remercie l'ensemble des services pour cette préparation, mais encore plus Monique Dos Réis et son adjointe Ani Andreassian pour l'ensemble du travail fourni pour vous présenter ce soir ce budget. Il convient de remercier également Denis Baranger, le directeur général des services, qui, malgré son arrivée en cours de préparation budgétaire, a pu prendre les choses en main afin que nous puissions boucler ce budget. Merci.

Donc ce budget que je vous présente ce soir est un budget qui permet à nos services de continuer leurs actions auprès des Choisyens, mais aussi de voir naître un nouvel élan pour notre Ville. Je m'arrêterai donc d'abord sur la section de fonctionnement, avant de vous présenter l'investissement.

Nous équilibrons la section de fonctionnement à 71,04 millions d'euros, contre 75,92 millions d'euros l'an dernier. Cette baisse est principalement liée au transfert de la TOM et de la redevance spéciale au territoire. Si nous regardons de plus près les dépenses, les dépenses réelles de la section de fonctionnement s'élèvent à 66,58 millions d'euros, soit une diminution de 6,82 % par rapport à 2020. Comme nous l'avions demandé aux services, l'objectif de ce

budget était de réduire les charges à caractère général de 2 %, afin d'absorber les dépenses obligatoires liées à la gestion de la crise sanitaire et de dégager de l'autofinancement. Nous l'avons fait, puisque c'est environ 312 000 euros de moins que nous inscrivons au budget, à ce chapitre, bien entendu. Ce budget reste néanmoins très important au regard des projets à venir sur la ville. Des efforts seront encore à faire, sans toutefois toucher à la qualité des services rendus pour l'éducation, la jeunesse ou le social qui, à eux seuls, représentent plus de 1,6 million d'euros des achats. Si je ne compte pas la restauration collective que nous entendons faire évoluer, mais qui nous coûte tout de même 2,47 millions d'euros, il me paraît important de citer également le dispositif de médiation sociale et de surveillance des écoles et des parcs que nous souhaitons améliorer pour un budget de 400 000 euros. Je vous invite, chers collègues, à prendre connaissance des principales dépenses en page 3 du rapport.

Il faut également noter l'importance que nous donnons à la propreté dans notre ville, qui, avec près d'un million d'euros, est le plus gros poste budgétaire au chapitre des services extérieurs, malgré une diminution de ces chapitres liée au transfert de la TOM. Je noterai également l'attachement que nous avons à préserver, voire améliorer, notre offre de soins médicaux accessibles à tous. 566 000 euros viendront combler le déficit du Centre municipal de santé, déficit qui est aussi important notamment du fait de la crise sanitaire. Pour finir sur ces principales dépenses, je noterai tout de même, bien que nous réduisons le budget consacré aux réceptions, nous avons tenu à traduire notre espoir de retrouver des jours meilleurs, où nous pourrions à nouveau rencontrer tous les Choisyens autour des moments de convivialité traditionnelle que sont par exemple le 14 juillet, ou encore les fêtes de la Ville et le Forum des associations.

En ce qui concerne les dépenses de personnel, nous prévoyons pour cette année 2021 une augmentation de 0,61 % par rapport à ce qui était prévu au BP 2020, malgré les prévisions d'embauche que nous avons. En réalité, hors prime Covid, cette variation représente une augmentation de 3,17 % du réalisé en 2020. Cela nous permet d'envisager cette augmentation compte tenu des dépenses du personnel qui représentent tout de même 58 % des dépenses réelles de fonctionnement pour 2021. Nous enregistrons une forte diminution des atténuations de produits, mais ce n'est que le pendant du transfert de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères et de la redevance fiscale vers l'EPT, comme nous l'avons déjà évoqué.

La participation au fonds national de garantie individuelle des ressources, qui est un fonds qui sert à compenser les communes de la perte de la taxe professionnelle, reste stable depuis 2013, à 2,08 millions d'euros. Enfin, pour terminer avec les atténuations de produits, la Ville étant classée dans les 250 communes les plus pauvres en 2020, nous devrions être exonérés de la participation au fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales en 2021, ce qui devrait correspondre à une économie d'environ 400 000 euros. Pour autant, comme en 2020 et malgré notre opposition, il est possible que l'EPT reconduise sa contribution supplémentaire au FPIC qui était de 30 674 euros en 2020, pour mémoire.

Nous inscrivons une augmentation des autres charges de gestion. On retrouve notamment dans ce chapitre les créances irrécouvrables qui font l'objet d'une délibération suivante. On y retrouve aussi des participations obligatoires, alors 70 000 euros de contribution à l'établissement public d'aménagement Orly Rungis-Seine Amont, ou la participation aux dépenses de fonctionnement des sapeurs-pompiers que nous prévoyons d'augmenter de 52 000 euros au regard de ce que nous avons versé en 2020. La contribution aux écoles privées est elle aussi en augmentation. Sur les participations obligatoires, on retrouve également le fonds de compensation des charges transférées à l'EPT qui est fixé à titre



prévisionnel en fonction des dépenses réalisées en N-1 et réajustées par la suite. Cette année, il est proposé d'inscrire 4,02 millions d'euros.

Les subventions de fonctionnement sont en diminution exceptionnelle pour 2020. Comme nous l'avions annoncé lors de la présentation du rapport d'orientation budgétaire, il convient de diminuer de 400 000 euros la subvention d'équilibre du CCAS afin de résorber les excédents qui existent sur ces budgets. Pour autant, leur budget représentant un excédent de 792 000 euros, il apparaît évident que, je le répète à nouveau, nous n'amputons en rien la politique d'action sociale des moyens financiers dont elle a besoin. Nous espérons d'ailleurs qu'elle soit un soutien plus grand et au plus grand nombre en cette période que l'on sait difficile.

La subvention au théâtre et cinéma Paul Eluard reste stable, et nous espérons que cette année nous permettra d'y retourner. Les charges financières sont en diminution, mais c'est essentiellement dû à la baisse des taux et à la désinscription de 6 millions d'emprunts en 2019, et 5,3 millions qui étaient prévus en 2020. Les charges exceptionnelles sont aussi en diminution en raison de la fin du versement aux écoles Saint-Louis, Blaise Pascal et Saint-André des 200 000 euros qui leur étaient dus sur 4 ans. Il convient enfin de constituer une provision pour risques de 70 000 euros pour 2021 afin de financer d'éventuels contentieux liés aux loyers à payer des baux commerces. Enfin, et pour terminer avec les dépenses de fonctionnement, nous prévoyons un virement à la section d'investissement de l'ordre de 2,2 millions d'euros.

Attachons-nous maintenant aux recettes de fonctionnement. Elles sont en diminution également de 6,44 % par rapport à l'année 2020. En ce qui concerne les recettes réelles, nous augmentons prudemment les atténuations de charges qui correspondent principalement aux remboursements des assurances au regard du réalisé des années précédentes. Les produits des services et des domaines diminuent nettement en raison notamment de la crise sanitaire et de la disparition de la redevance spéciale qui est désormais perçue directement par l'EPT. Dans ces recettes, on retrouve la plus importante liée aux activités périscolaires, soit environ 2,65 millions d'euros, ou encore la tannerie à 210 000 euros, qui, pour autant, sont moins importantes cette année. D'ailleurs, en compensation des perturbations liées à la crise sanitaire, contrairement à mon annonce initiale faite en fin d'année aux familles du conservatoire, le 2e trimestre de cotisation sera dû, mais le 3e trimestre ne sera pas facturé. Bien entendu, sous réserve des dispositions sanitaires mises en place par le préfet, les cours se poursuivront normalement.

Nous pouvons également citer une nette diminution des recettes fiscales. Cette diminution est due, comme nous l'avons déjà évoqué ici, à la perte de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères qui va directement à l'EPT d'une part, mais aussi au regard des prévisions prudentes que nous faisons des recettes de la taxe d'habitation. En effet, en 2020, l'État nous a notifié en fin d'année d'une diminution de 766 millions de notre produit attendu. Pour l'instant, nous avons saisi, comme l'a dit tout à l'heure Monsieur le Maire, la direction générale des finances publiques afin d'obtenir plus d'explications sur cette baisse en demandant une correction des bases qui nous semblent erronées. Ce qui nous semble être une erreur pourrait avoir des conséquences néfastes pour nos finances dans les années à venir.

L'attribution de compensation versée au titre de la fiscalité économique par la métropole du Grand Paris s'élève à 13,51 millions d'euros. Nous prévoyons une diminution du chapitre des dotations subventions et participations. La dotation forfaitaire, la dotation de solidarité urbaine et la dotation nationale de péréquation devraient légèrement augmenter. Pour autant, nous envisageons une diminution des inscriptions au titre du FCTVA et des

participations qui sont estimées avec prudence. Vous pouvez retrouver les chiffres exacts en page 11 du rapport.

Nous prévoyons également une légère diminution des recettes liées à l'occupation du domaine public et à la location des locaux commerciaux, ainsi que des produits exceptionnels.

Je passe maintenant à la section d'investissement. Nous équilibrons la section d'investissement à 17 922 000 euros, soit une évolution de 4,13 % par rapport au BP 2020. Cette année, pour les immobilisations incorporelles, nous étudions, 658 500 euros seront consacrés aux études. On y retrouvera notamment les études liées à la construction du nouvel équipement socioculturel des Navigateurs pour 266 000 euros, les études pour la construction de nouveaux groupes scolaires pour 100 000 euros, les études pour l'installation de la future vidéo-protection à 41 500 euros, pour les locaux où devrait s'installer notre future police municipale ou encore pour l'aménagement des cours d'école pour prévenir des fortes chaleurs de l'été. Nous devrions verser 1,2 million d'euros de subventions d'équipement, l'une concerne le projet de construction d'un marché pour Tringa-Marena pour lequel un peu plus de 600 000 euros seront versés, pour autant, nous verrons le pendant de cette opération dans les recettes, puisque cette opération est financée par l'Agence française de développement. Toujours dans le cadre du renouvellement urbain des Navigateurs, nous devrions verser à Expansiel la première participation à l'opération pour un peu plus de 490 000 euros. Enfin, nous prévoyons une participation au budget d'investissement des sapeurs-pompiers à hauteur de 160 000 euros.

En ce qui concerne les immobilisations corporelles, nous poursuivons la réhabilitation des équipements publics et la structure dédiée aux plus jeunes pour plus de 2 millions d'euros. On peut ici citer la réfection de la toiture de l'usine Hollander pour 300 000 euros, des travaux liés à l'accessibilité et à la sécurité de nos bâtiments publics, dont l'école Victor Hugo qui devrait mobiliser à elle seule 350 000 euros. Nous prévoyons de réaliser enfin, les travaux de la cour d'école Casanova, des travaux de performance énergétique dans le gymnase René Rousseau, pour 800 000 euros. Un peu plus de 100 000 euros seront consacrés à la réfection de l'orgue et à la rénovation du clos/couvert et du chevet de la cathédrale. Des travaux de rénovation sont également prévus dans nos centres de loisirs de Penthievre et Morillon. Je vous laisse découvrir la liste des principales inscriptions, page 15 et 16 du rapport de présentation du BP.

Toujours dans nos immobilisations corporelles, nous améliorons le cadre de vie en prévoyant 40 000 euros d'achat de mobilier urbain, en poursuivant la mise aux normes PMR de nos bâtiments, ou encore en prévoyant un budget de 50 000 euros pour aménager les cours d'école, notamment pour mieux faire face aux fortes chaleurs. Nous augmentons considérablement le budget qui sera consacré au verdissement de notre Ville. 160 000 euros devraient être consacrés à la plantation d'arbres et d'arbustes. D'ailleurs, cette opération devrait prochainement faire l'objet de la création d'un programme en AP/CP afin d'atteindre nos objectifs.

L'arrivée prochaine de la police municipale nous demandera quelques efforts d'investissement pour leur équipement et matériels de travail à hauteur de 105 000 euros pour cette année. Bien entendu, nous poursuivrons les travaux déjà débutés pour environ 700 000 euros, il s'agit notamment du gymnase des Hautes Bornes, de la fin de l'opération d'enfouissement des lignes à haute tension dans le quartier Sud, du centre de loisirs de La Prairie et quelques autres opérations décrites en page 16 du rapport. Les opérations en AP/CP seront elles aussi poursuivies, bien que réaménagées parfois, notamment en raison du retard pris à cause de la crise sanitaire. C'est par exemple le cas sur les opérations du groupe scolaire Langevin-Mandela et des aires de jeux pour enfants. Certaines opérations

ont été revues en raison de nouvelles orientations, c'est le cas pour le groupe scolaire Marcel Cachin et l'école élémentaire Jean Macé. Nous devrions pouvoir rembourser un peu plus de 4 millions du capital de nos emprunts cette année.

En ce qui concerne les recettes d'investissement, nous espérons qu'elles deviendront de plus en plus dynamiques au regard de notre projet pour la ville. Je vais m'arrêter donc sur les principales recettes. Au chapitre des dotations, fonds divers et réserves, qui contiennent notamment les recettes de FCTVA sur l'investissement et la taxe d'aménagement, nous prévoyons une légère diminution, soit 1 350 000 euros de recettes au lieu de 1 580 000 prévus au BP 2020. Nous devrions recevoir 2 742 000 euros de subventions, c'est ici que nous retrouvons les 600 000 euros de l'Agence française de développement pour le marché de Tringa-Marena. Nous recevons également une subvention de 528 000 euros du CIPREP pour l'enfouissement des lignes à haute tension, donc ces lignes à haute tension sont totalement financées cette année, 485 000 euros de divers organismes pour les travaux de performance énergétique du gymnase René Rousseau, ce qui devrait financer un peu plus de la moitié de l'opération. L'État, la région et le département nous verseront également des subventions afin de poursuivre le schéma de mobilité, d'équiper nos futurs policiers municipaux, ou encore d'améliorer les espaces verts.

Au chapitre de l'emprunt, nous équilibrons notre budget en y inscrivant environ 8 millions d'emprunts. Ça a d'ailleurs été la seule interrogation de Monsieur Hutin, seul membre de l'opposition présent en Commission. Si vous regardez le tableau page 21 du rapport, vous verrez qu'on se retrouve au niveau de 2014, bien qu'étant supérieur à l'emprunt projeté ces 4 dernières années. Pour autant, cette situation n'est pas inquiétante, puisqu'elle n'alourdit pas le poids de la dette de notre collectivité. En effet, depuis 2019, 11,31 millions d'euros d'emprunt ont été désinscrits du budget. Vous voyez bien qu'il existe des rentrées d'emprunts en 2019 et en 2020, mais il s'agit d'emprunts qui avaient été réalisés en 2018, puis reportés. De plus, la connaissance que nous avons à ce jour de notre résultat 2020 nous permet de nous projeter sur une diminution de l'inscription de l'emprunt à la suite du vote des comptes de gestion et administratif 2020.

Enfin, nous prévoyons la cession de plusieurs biens pour une recette d'environ 1 160 000 euros. Il s'agit de la vente des pavillons rue des Chalets, rue d'Alsace-Lorraine, rue Corvol, mais aussi de la cession de véhicules. Ce budget d'investissement est un budget qui allie à la fois continuité et renouveau pour notre Ville. Nous prenons le temps de cette année pour mieux évaluer le poids financier des projets que nous souhaitons pour notre Ville. Voilà, j'en ai terminé pour la présentation du budget principal de la Ville.

**M. le Maire :** Merci, Madame Francisot. J'ajouterai également un effort tout particulier avec la prise en compte de 1,2 million, puisque nous avons, avec l'inscription pour 1,2 million pour la préemption de 3,5 ha de terrain qui se trouvent à la limite de Villeneuve Triage. Comme je vous l'ai expliqué, pour éviter la prolifération de camions sur la départementale, je confonds toujours entre la D38 et la D34... C'est la D38, donc je ne m'étais pas trompé. Sur la départementale D38 qui est une lutte de près de 20 ou 30 ans, puisque le propriétaire avait décidé de vendre, enfin, n'a pas décidé, il les a vendus, et l'acquéreur projetait d'installer des entrepôts. Donc dans le cadre de notre programme et de nos promesses aux Choisyennes et aux Choisyens de reverdissement de notre ville, nous avons fait cet effort qui, d'ailleurs, n'était pas prévu, mais qui était plus que nécessaire. En plus, c'est en bord de Seine. Nous attendons le résultat de cette préemption, puisque cette vente nous a pris de court, nous l'avons su uniquement lorsque les services ont été saisis de cette affaire, et nous avons monté, et je remercie le service de l'urbanisme et le service juridique, Madame Continant, Monsieur Laveuve, la direction générale, puisque dans un laps de temps très court, nous avons quand même monté un dossier assez solide, mais il aurait fallu plus de temps et nous espérons que cette préemption sera acceptée. Pour l'instant, nous attendons. Voilà. Mais je

pense qu'il fallait réagir, nous avons réagi comme il le fallait, dans l'intérêt de la Ville, puisque si cette préemption est retenue, nous pourrions avoir, là, pour le coup, des subventions importantes d'aménagement, ne serait-ce que pour faire une ferme biologique, continuer aussi, pour une partie, les jardins familiaux. Beaucoup d'activités, envers les scolaires également, et nous imaginons déjà une promenade fluviale sur la Seine qui emmènerait nos écoliers voir leurs petites courgettes ou tomates pousser, et ensuite, qu'ils les mangent eux-mêmes à la cantine. Voilà.

Donc c'est pour vous dire que vous voyez, malgré quelques mauvaises nouvelles, malgré quand même cette situation un peu anxiogène, comment allons-nous sortir du Covid, puisque, bien sûr, nous allons en sortir, quand même, on ne va pas toujours rester dans cet état. Avec les vaccins qui arrivent, ça nous donne quand même beaucoup d'espoir. Voilà, nous sommes vraiment dans cette transition écologique nécessaire, et nous n'hésiterons pas à prendre un risque calculé, mais 1,2 million sur nos finances, ce n'est pas rien. Voilà. Donc je crois prouver à mes alliés que j'ai... La main verte, il faudra que je leur montre sur place, mais l'esprit vert.

*Rires*

**M. le Maire :** Y a-t-il des questions sur cette présentation ? Alors, Monsieur Hutin.

**M. Hutin :** Je vais essayer d'être bref, parce que le débat d'orientation...

**M. le Maire :** Je vous en prie, le Conseil..., les autres questions iront très vite, donc prenez votre temps.

**M. Hutin :** Je serai quand même bref, ne vous inquiétez pas. Mes chers collègues et Monsieur le Maire, je voulais juste très brièvement vous dire que ce budget primitif confirme ce que nous pensons, c'est que c'est un budget qui traduit timidement votre programme électoral et qui ne fait que poursuivre effectivement les actions qui avaient déjà été engagées par la précédente majorité.

J'avais juste une question que j'ai vue sur le rapport, vous parlez de la mise en place du dispositif de rupture conventionnelle. Je voulais juste que ce dispositif, sachant que nous comprenons que les agents de la fonction publique puissent en avoir l'utilité pour réaliser des projets professionnels ou des projets personnels, qu'il y ait une mise en garde qui soit faite afin qu'il ne soit pas utilisé pour des moyens de licenciement déguisé, notamment en exerçant des pressions sur les agents qu'on voudrait voir partir. Donc on demandera effectivement qu'il y ait une vigilance et une transparence par rapport à la mise en place de ce dispositif. Voilà.

D'autres choses, je vais revenir sur un autre point, c'est sur la section d'investissement, donc il s'agit des travaux de Jean Macé. Je vais en parler, je connais très bien cette école parce que mes enfants y sont scolarisés. Donc j'ai appris que vous aviez indiqué aux parents d'élèves que les travaux d'agrandissement du réfectoire pourraient finalement être envisagés à partir du moment où les effectifs constatés pour 2019/2020 sont atteints. Sur ce sujet-là, je tenais à vous dire que je serai particulièrement vigilant sur cet engagement.

Pour conclure, je dirai que nous attendons avec impatience le budget primitif 2022 pour qu'on puisse enfin voir les grandes actions de votre programme que vous allez mettre en œuvre, et notamment, vous en parliez tout à l'heure, de la réduction des impôts locaux que vous avez promise dans votre campagne électorale. Donc par rapport à ces points-là, l'opposition votera abstention sur ce budget.

**M. le Maire** : Très bien, Monsieur Hutin, j'allais vous dire que vous êtes impayable, mais comme je vous aime bien, je vais m'abstenir de vous le dire. Je vais réagir sur le point le plus mineur, enfin par rapport au budget, parce que ce n'est pas quand même un point mineur, sur la transaction avec les agents. Vous nous dites que nous, nous allons faire pression sur les agents. Écoutez...

**M. Hutin** : Non, je vous demande juste d'être vigilants sur ce point-là, sur la mise en place de la transparence.

**M. le Maire** : Oui, vous nous dites quand même, vous l'avez dit, que nous risquerions de faire pression sur les agents.

**M. Hutin** : Non, je n'ai pas dit ça. Moi, je travaille dans le privé, on peut voir effectivement qu'il peut y avoir des dérives, donc je souhaite effectivement qu'il y ait une vigilance sur ce point-là. Qu'il y ait une vigilance, tout simplement.

**M. le Maire** : Il y a une dérive, Monsieur Hutin, je vous informe, je viens d'apprendre, là, ce soir, voilà, qu'on veut nous traîner devant les tribunaux parce que justement, je ne suis pas favorable à ce point. Vous voyez, on se rejoint, puisque je suppose que vous n'y êtes pas favorable. Voyez-vous, c'est les agents qui nous mettent de la pression pour qu'on accepte.

**M. Hutin** : C'est ce que je vous ai dit, on comprend que les agents souhaitent pouvoir en bénéficier. Je comprends que les agents puissent en faire la demande. Là-dessus, on est tout à fait d'accord, Monsieur le Maire. Je veux juste attirer l'attention sur le fait qu'il peut y avoir des dérives et qu'on soit tous vigilants sur ce point.

**M. le Maire** : Tout à fait. De toute façon, je peux vous garantir qu'il n'y aura aucune dérive, d'ailleurs, il y aura un débat sur ce point. Nous ne voulons pas utiliser cette possibilité qu'offre le gouvernement, ce qui est sous-entendu par exemple pour pousser des agents à la démission, certainement pas. Donc vous voyez, et pour cause, parce que je viens de vous dire que personnellement, je n'y suis pas favorable pour différentes raisons. Nous aurons un débat là-dessus, nous pourrons en discuter tous ensemble parce qu'il faudra que le Conseil se prononce, et donc il y aura un débat où chacun donnera son avis. Mais pour l'instant, alors, ce n'est pas une généralité, il y a quelques cas, mais pour l'instant, cette pression se fait plutôt dans le sens contraire que vous pourriez craindre. Donc je vous rassure, s'il y a pression, ce n'est pas de la part de la municipalité et de cette majorité, et donc nous avons des faits pour vous le prouver. Voilà.

Ensuite, lorsque vous dites que ce budget ne fait que refléter une continuité, excusez-moi, 8 millions d'emprunt, il me semble que nous renouons avec l'investissement, 2020, c'était 3 millions, 2019, c'était 5 millions. Quand même, je n'ai pas le souvenir non plus que pour l'écologie, l'ancienne majorité avait investi près de 1,2 million.

**M. Hutin** : Je ne suis pas comptable de l'ancienne majorité. Moi, je suis nouvellement élu. Mettons les choses au clair.

**M. le Maire** : C'est pour cela que je tiens à vous informer. J'allais dire : « Je suis concessionnaire depuis 12 ans », non, je suis conseiller municipal depuis 12 ans. En 12 ans, je n'ai jamais vu une telle somme votée, et qui plus est à brûle-pourpoint pour défendre nos valeurs, justement. Je n'ai jamais vu non plus l'ancienne majorité investir pour la tranquillité publique et la protection de nos concitoyens près de 1,2 million en équipement. Je ne les ai jamais vu non plus investir pour de la vidéo à la hauteur que nous le faisons. Je ne les ai jamais vus non plus renouer le dialogue social comme nous l'avons fait. Je ne les ai jamais vus non plus autant investir dans les cours d'école, puisqu'il y a effectivement une chose que nous reprenons et que nous faisons, quelque chose par exemple en attente depuis 3 ans,

c'est-à-dire la cour d'école Mandela qui a été sans cesse repoussée, où nous avons garanti aux parents que ce sera fait... Casanova, pardon, merci. L'école Casanova, nous avons garanti aux parents que ce serait fait cet été. Donc vous voyez, quand même, mais bon, il est normal que nous n'ayons pas la même interprétation de ce budget, mais le fait que vous vous absteniez, bon, je vous en remercie, démontre quand même qu'il y a quand même des choses positives qui sautent aux yeux qu'on ne peut pas renier.

**M. Hutin :** Je suis d'accord avec vous, notamment sur la police municipale où nous, les élus socialistes, nous sommes tout à fait favorables à la mise en place. Mais voilà, on ne vote pas contre, on ne va pas pour, mais on s'abstient.

**M. le Maire :** Pour l'école Jean Macé, puisque je vous ai déjà expliqué, nous, nous nous sommes appuyés sur les indications des services, quand même, il faut avoir confiance en ses services, sur le démographe et sur les inscriptions réelles des enfants. Donc sur l'école Jean Macé, il y a eu près de 300 000 euros d'investissement, et pour le coup, c'était une bonne chose et j'avais voté pour, et nous allons de nouveau engager 150 millions d'investissements à l'école Jean Macé. Pour ce qui est de la cantine, effectivement, j'ai dit aux parents que si nous nous trouvons hors des clous suite à une remontée des inscriptions, et qu'il y ait des travaux nécessaires pour cette cantine, bien sûr que nous le ferons, puisque pour nous, l'école est une priorité. Voilà pour répondre à vos points. Madame Juhel ?

**Mme Juhel :** Je ne peux pas vous laisser caricaturer les choix de l'ancienne majorité, notamment en matière d'écologie. L'écologie, ce n'est pas seulement planter les arbres, c'est aussi tout ce qui a pu être fait sur le changement de l'éclairage, sur tout l'Agenda 21, je veux dire, c'est des investissements considérables. Le tramway, vous n'y étiez pas favorable, mais c'est quand même un choix profondément écologique. Les travaux qui ont été faits sur l'isolation des bâtiments publics, c'est des millions, et réduire l'écologie à planter des arbres et faire des jardins, c'est une conception complètement rétrograde de l'écologie, même si on n'a évidemment rien contre les arbres et rien contre les jardins. Mais ne réduisez pas les investissements écologiques uniquement à ce genre de choses, les investissements qui ont été faits et tout le travail de l'Agenda 21 pendant tout l'ancien mandat, c'est des millions, donc je trouve... Vous n'êtes pas les premiers à vous intéresser aux cours d'école, on les a toutes faites les unes après les autres, et l'école Casanova était prévue. Je trouve qu'il n'y a rien à gagner dans la caricature. Vraiment.

**M. le Maire :** Alors, Madame Juhel, je ne caricaturais rien du tout, je répondais à Monsieur Hutin. Quant à l'écologie, vous dites... Non, on ne se réduit effectivement pas à planter des arbres, c'était juste un exemple parmi d'autres par rapport à l'importance des sommes qui, sur un seul point précis, nous engageons 1,2 million. Quant à maintenant, lorsque vous parlez du tramway, je suis désolé, la commune n'a rien dépensé. Et si vous me dites, et là, je ne vous le cache pas, on peut avoir des interprétations un peu divergentes en ce qui concerne le tramway avec mes amis écologistes, parce que j'estime justement que l'arrivée du tramway à Choisy, ce tramway-là qui a été choisi, est un très mauvais choix. Et encore une fois, il n'y a pas de trace de budget, puisque c'est la région qui finance, Île-de-France Mobilités, ce n'est pas Choisy, avec une petite part du département. Donc ça n'a rien à voir avec notre budget. Et le résultat du tramway à Choisy pour l'instant, c'est que nous sommes tous très inquiets, à commencer par le commissariat, parce qu'il est très accidentogène. Il a été très mal étudié au niveau de ces voies, notamment lorsqu'ils ont pris la responsabilité de rétrécir de deux voies à une voie sur l'avenue de la République et l'avenue de Newburn son passage. Que se passe-t-il ? Une chose que nous n'avons jamais connue à Choisy sur la partie qui va à peu près de l'école Noblet jusqu'à Orly, c'est qu'il y a maintenant des embouteillages, embouteillages égale pollution, et donc c'est tout l'effet inverse qui est reçu. J'ai beaucoup plus d'espoir avec le T Zen qui va être réalisé entre François Mitterrand et la gare de Choisy. Vous verrez que nous aurions eu tout à gagner à choisir ce transport, mais

excusez-moi, voir des trains traverser notre ville, moi, je ne dis pas que c'est écologique, parce que, puisque vous voulez me parler d'écologie, ce n'est pas simplement remplacer l'essence par de l'électricité. Ce qui provoque le plus de pollution, il faudra bien quand même qu'on l'explique aux citoyens, c'est aussi le frottement sur les rails, c'est, sur une voiture, les plaquettes de frein, les pneus, etc. Donc il ne faut pas voir ça par le petit bout de la lorgnette.

Quant à notre programme, si vous le lisez attentivement, d'ailleurs, actuellement, nous sommes en train d'isoler le gymnase Rousseau, nous avons un programme important de photovoltaïque avec des études qui vont être faites sur les bâtiments qui le permettent. Excusez-moi, c'est quand même faire injure à mes amis, je pense quand même qu'ils savent un peu ce que recouvre l'écologie, bien que le symbole soit l'arbre, et c'est extrêmement important, et que si partout en France et dans le monde entier, on se contentait de ne pas abattre d'arbres et d'en remettre partout, et bien je pense que déjà, ça suffirait à notre bonheur. Mais il y a beaucoup d'autres choses à faire. Enfin, je donne la parole à mon collègue Ali. Mais je ne voulais surtout pas vous caricaturer.

**Mme Desprès :** Oui, merci, j'avais demandé avant. Juste, alors moi je vais être extrêmement rapide, au dernier Conseil municipal, je n'ai pas pu y assister, juste avant, la Commission finance, je n'ai pas pu y assister non plus parce que malheureusement, j'avais le Covid, ce sont des choses qui arrivent. Donc les débats d'orientation budgétaire ont été riches en échanges, donc c'est pour ça qu'aujourd'hui, comme notre groupe a affirmé ce qu'il pensait la dernière fois, on ne va pas alourdir les débats. C'est pour ça que je n'irai pas plus avant. Nous allons nous abstenir. Ce que je voulais dire quand même, c'est qu'on va s'abstenir, ce n'est pas que pour vous faire plaisir, Monsieur le Maire, mais c'est aussi parce que la majorité de votre budget, ce sont des choses que nous avons impulsées. Donc on ne va pas aller contre ce que nous avons impulsé. Voilà, c'est tout.

**M. le Maire :** La parole est à Monsieur Ali Ed Elouali. Je ne vois pas du tout ce que vous avez impulsé dans notre programme. Quoi, par exemple ? Donnez-moi un exemple ?

**Mme Desprès :** *Intervention hors micro* [00 :56 :25]

**M. le Maire :** Ce n'est pas alourdir, c'est préciser votre pensée. Vous dites que... Bon, si vous n'avez pas d'exemple, je pense que vous aurez du mal à en trouver. Il n'y a absolument rien. Que nous ayons développé ou surtout dépoussiéré et permis à des programmes enterrés par votre majorité à laquelle vous apparteniez, que nous ayons permis à des programmes d'aboutir, ça, je veux bien l'entendre. Par exemple, la Maison de santé pendant 3 ans complètement bloquée, qu'est-ce qu'on n'a pas entendu là-dessus, qu'est-ce qu'on n'a pas pris, qu'on était contre...

**Mme Desprès :** *Intervention hors micro* [00 :56 :57]

**M. le Maire :** Comment ?

**Mme Desprès :** ... Pour rien dans le fait que la Maison de santé n'ait pas vu le jour pendant ces premières années ?

**M. le Maire :** N'était pas... Pardon ?

**Mme Desprès :** Vous n'y êtes pour rien ? Enfin, votre majorité n'y est pour rien dans le fait que la Maison de santé n'ait pas vu le jour dans ces 3 dernières années ?

**M. le Maire :** Sauf que pendant 3 ans, elle était bloquée, elle ne se construisait pas.

**Mme Juhel :** Ah oui, et pourquoi ?

**Mme Desprès** : À cause de qui ?

**M. le Maire** : Parce qu'il y avait des soucis. Et qui a débloqué ?

**Mme Desprès** : Qui a fait un référé ? Qui a fait deux référés, même ?

**M. le Maire** : Ce sont les Choisyens.

**Mme Desprès** : C'est quand même une de vos maires adjointes.

**M. le Maire** : Non, mais attendez, là, vous parlez de caricaturer, écoutez...

**Mme Desprès** : On a fait déjà le débat ensemble, Monsieur le Maire, on ne va pas revenir encore une fois sur cette chose-là. Vous avez votre opinion, j'ai la mienne. En tout cas, ce que je peux vous dire, c'est que la majorité des Choisyens que je rencontre à la même opinion que moi.

**M. le Maire** : Alors, on ne doit pas, je ne sais pas de quels Choisyens vous parlez, mais bon, ce n'est pas grave. De toute façon, on parle du budget, Madame Desprès. Il n'y a rien concernant la Maison de santé, il n'y a rien dans notre budget. Donc pourquoi vous dîtes qu'on prend des choses...

**Mme Desprès** : Monsieur le Maire, je m'excuse, c'est vous qui avez introduit la Maison de santé dans le débat, ce n'est pas moi.

**M. le Maire** : Non, j'ai dit qu'on a déterré des projets. Mais il n'y a rien dans notre budget concernant...

**Mme Juhel** : Il faut quand même oser dire que, vous, vous avez déterré le projet de la Maison de santé. Il faut vraiment oser. Là, mais alors, vraiment...

**M. le Maire** : Vous oubliez qu'on avait voté pour. On avait voté pour. Et qu'est-ce qu'il s'est passé ? Vous en avez fait un programme immobilier. Eh bien, oui. Et c'est pour ça que les choses se sont envenimées et que cela a été bloqué pendant 3 ans. Voilà. C'est scandaleux, pourtant, c'est les faits.

Il y a un élément plus important, et on va voir tout à l'heure que ça devient de plus en plus scabreux, cette histoire, c'est les 2,7 millions que nous n'avons pas perçus du département suite à votre volonté de démolir la Calypso. Est-ce qu'elle est démolie, la Calypso ?

**Mme Juhel** : Mais qui a refusé de faire le collège ?

**M. le Maire** : Ah, on a refusé de faire le collège ? Il faudrait peut-être vous renseigner, Madame Juhel. Nous attendons actuellement le résultat de prélèvements qui ont lieu sur un site où le collège sera édifié. Alors, si vous parlez de caricatures...

**Mme Juhel** : Pas avant 2026, Monsieur le Maire. 4 ans de retard, et 2 millions de perdus pour les Choisyens. Bravo.

**M. le Maire** : Madame Juhel, arrêtez de me couper la parole. Moi, je vous laisse parler et je vous la redonne. Je voudrais quand même pouvoir m'exprimer. Là, vous êtes en train de dire des inepties, le collège n'était pas démarré, vous saviez très bien que tous les Gondoles se seraient opposées à ce collège qui n'aurait jamais pu démarrer. Jamais. Et que le meneur, c'est l'ancien directeur technique de la Ville qui était encensé, d'ailleurs, ici même, et qui avait toutes les cartes en main pour faire échouer ce projet. Alors, ne dites pas que ce



retard, c'est de notre faute. J'ai reçu des professeurs et des délégués de parents du collège en question, la première chose qu'ils m'ont dit, c'est : « Monsieur Panetta, on ne peut pas vous tenir responsable puisque cette affaire de collège, il avait été annoncé en 2009 déjà dans un Choisy Infos la construction d'un 4e collège ». Et la personne qui m'a dit ça, c'est quelqu'un qui est politiquement très proche de vous, et qui a dit que les responsables, c'est l'ancienne majorité et le département dont ils savaient, qui avaient annoncé la construction de ce collège depuis 18 ans. Et pendant 18 ans, il ne s'est rien passé.

Donc nous qui arrivons au bout de 2 mois, on nous dit : « Vous êtes responsables du collège », alors que nous venons de trouver un site, comme nous l'avions maintes fois réclamé. Nous vous avons toujours dit, plutôt que de s'opposer à sa population, il y a d'autres sites. Nous avons trouvé ce site. Maintenant, la balle est dans le camp du département, mais cette affaire a coûté aux Choisyens 2,7 millions qui ne sont pas parvenus. On aurait pu vous le dire aussi, on l'a dit pendant la constitution de ce budget, ça a pesé très lourd. Ça ne nous a pas empêchés de construire notre budget d'une manière courageuse. Et il nous avait été expliqué que les 2,7 millions servaient de compensation justement au fait que la Calypso serait détruite, et que cette somme servirait à agrandir et refaire le centre de loisirs de La Prairie et autres, et là, je vous en parlerai tout à l'heure lorsqu'on va voir comment a été utilisé la DSU, qu'est-ce que j'apprends ? C'est que c'est la DSU qui a servi à faire ça. Alors, excusez-moi, mais cette affaire de destruction de la Calypso, ce transfert d'argent qui n'est pas arrivé, qui nous coûte, à nous, devient vraiment de plus en plus opaque. Opaque. Alors, si vous avez une réponse à me donner, pourquoi cela a été financé par la DSU et pas par les 2,7 millions qu'on nous avait promis, je serais curieux de comprendre.

Alors, effectivement, vous vous êtes exprimée, vous pouvez reprendre la parole. Nous sommes fiers de ce budget, je viens de vous le dire, il a dû être construit sur 5 mois au lieu d'un an, en pleine période Covid, avec une équipe dont vous disiez qu'elle ne tiendrait pas la route, qu'elle s'écroulerait en 3 mois. C'est ce que tout le monde nous avait prédit. Je peux vous dire que notre équipe est extrêmement professionnelle, elle travaille, et nous avons fait énormément en 6 mois. Voilà. Nous avons trouvé un terrain pour le collège, et qui sera construit plus vite que si la Calypso avait été construite. Oui, démolie. Voilà. Parce que jamais, vous n'auriez pu le construire à cet endroit, le collège, jamais. D'autant plus que les Choisyens, nous-mêmes, on ne comprend pas cette affaire. Il n'y a pas que nous qui ne la comprenons pas. Il y a beaucoup d'autres personnes ici même, en dehors des élus. Enfin, de toute façon, il est normal, si vous y étiez d'accord avec nous, vous seriez avec nous, vous vous seriez présentée sur notre liste. Je crois que ça n'a pas été le cas, il est donc normal que vous contestiez nos choix. Mais nous, nous sommes fiers de nos choix, et lorsqu'on se promène dans la rue, nous sommes heureux d'accueillir les encouragements et les remerciements des Choisyens. Voilà. Alors peut-être que c'est des Choisyens extraterrestres qui nous disent cela, mais il me semble que je les rencontre dans la rue.

Monsieur Ali Ed Elouali.

**M. Ed Elouali :** Merci, Monsieur le Maire. Monsieur le Maire, il m'est un peu difficile de revenir sur le débat que je viens d'entendre, d'entendre quand même que s'occuper des arbres était rétrograde, entendre que l'écologie est de s'occuper des arbres, de planter les arbres aussi était rétrograde. Donc ça me semble, je suis un peu sidéré d'entendre ça alors qu'on parle d'une reconquête, partout on plante des arbres, partout on appelle « aux arbres citoyens » comme symbole de reconquête sociale et écologique des territoires. Croire que planter des arbres, s'occuper des arbres, parler des arbres, c'est rétrograde... Écoutez, moi, je suis fier de porter, et je partage la fierté de Monsieur le Maire, je le dis au nom du groupe des élus Citoyens et citoyennes et écologistes, de vous partager la fierté de voter ce budget avec conviction, force et bien sûr beaucoup d'ambition. J'ai entendu qu'on était sur un budget soi-disant qui serait juste la continuité des engagements qui ont été pris ça et là, croyez-moi,

pour y être pour quelque chose et connaître un petit peu l'histoire je dirais des deux bords, ça n'a absolument rien à voir en termes d'ambition.

Oui, Monsieur le Maire expliquait justement les investissements, et on voit bien que les investissements qui traduisent une réelle volonté d'aller de l'avant, malgré le contexte, malgré les incertitudes, on y va avec un élément qui est très important, dont on ne parle pas, c'est la confiance. Nous sommes confiants, parce que nous sommes confiants en nous-mêmes, nous sommes confiants en nos capacités d'agir et de transformer malgré les freins, et parce que nous sommes aussi confiants dans la capacité des Choisyennes et des Choisyens de comprendre les choix que nous faisons. Et je pense que ce budget, il me semble que c'est assez clair, les chiffres le disent, que les gens qui nous entendent et nous regardent nous pardonnent quelques abréviations, quelques sigles, quelques acronymes peut-être qui ne parlent pas, et croyez-moi que tout simplement, c'est le choix qu'on fait, c'est le choix du premier souci des Choisyens à savoir le cadre de vie. Et là, permettez-moi de relever quelques éléments de rupture, cadre de vie, propreté, je pense qu'on a vu la transformation et les avancées, même s'il y a encore beaucoup à faire, mais on voit déjà des résultats en à peine quelques mois.

Parlons de ce qu'on prépare et ce qu'on est en train, ce qu'on envisage de mettre en place en matière de tranquillité publique, de médiation, de sécurité que ce soit par la police municipale, que ce soit par les médiateurs, que ce soit par la vidéo-protection. Bref, on est quand même sur une logique de rupture que plutôt continuer quelques velléités ça et là qui ont été dites ça et là dans un mandat, histoire de dire qu'on a dit des choses. Et puis, nous passons le temps, quand même, ici à exposer des actions et des projets, et on n'est pas là, de nouveau, à pleurer sur le sort et à dire que l'État ceci, que l'État cela. On acte que l'État, bien sûr, manque de nouveau à ses obligations, à ses dotations, mais on n'en reste pas là. On est sur une posture confiante, optimiste, et je dirais engageante. On entreprend notre mandat d'une manière engageante, et c'est la traduction qu'en fait justement le budget aujourd'hui. Alors, je ne vais pas faire la liste à la Prévert des différents plans, actions qu'on met en place, je parle souvent de préparer, de la nécessité de l'urgence de préparer notre ville à l'urgence climatique, à la question de la transformation écologique. Monsieur le Maire a parlé de ce projet, je dirais, de préempter une belle parcelle, et j'espère sincèrement que l'issue sera favorable pour qu'on puisse justement y installer des projets de type ferme urbaine et d'autres pratiques agricoles dans le milieu urbain, mais je peux parler également... Madame Desprès, j'apprécierai qu'on m'écoute. Quand vous parliez, je vous ai entendue, je vous ai écoutée ne serait-ce que par respect de ce que vous dites.

Très bien. Bon, alors, je disais que ce budget, mais ce n'est pas grave, Monsieur THIAM, je crois que les débats ont été tranchés, certains débats ont été tranchés par les urnes, et je crois que les urnes ont parlé, et je pense qu'elles parleront de nouveau bientôt, et ce sera tout aussi cinglant. Bref, je ferme cette parenthèse, et revenir à ce qui nous intéresse, et qui intéresse surtout les Choisyens aujourd'hui, c'est leur cadre de vie. Voilà. Donc c'est un budget de cadre de vie, c'est un budget qui défend la qualité de vie des Choisyens, et c'est un budget qui est sur l'offensive écologique. C'est aussi cela qui nous préoccupe, la question de la ferme urbaine, la question de la végétalisation des cours d'école, la question de la performance énergétique, la question de la transition alimentaire, voici peut-être quelques concepts, quelques actions, ce ne sont pas que des concepts, qui sont peut-être étrangers à un certain paradigme, à une certaine lecture passéiste de l'histoire, passéiste de la société, rétrograde au sens social, au sens écologique, mais qui parle aux gens qui nous écoutent, et qui sont une traduction réelle et pas simplement des slogans ça et là qu'on va peut-être trouver bientôt dans quelques flyers, parce que bien sûr, il y a bientôt des séquences pour aller voir les gens, mais nous, au lieu que ce soit dans des flyers, ce sont des chiffres, et c'est la traduction, c'est l'affirmation politique de ce que nous portons.

Donc, Monsieur le Maire, je vais être très bref, c'est avec ferveur, et je pense que ça se voit et que ça s'entend, que nous voterons ce budget-là. Merci à vous.

**M. le Maire** : Très bien. Y a-t-il d'autres observations ? Allez-y, Monsieur.

**M. Essone Menge** : Merci, Monsieur le Maire. Mesdames et Messieurs les élus, Mesdames et Messieurs, dans la continuité des propos de Monsieur Hutin, j'ai quelques réflexions, quelques interrogations, quelques remarques à formuler. Remarque particulière notamment sur la section du fonctionnement. Je constate que le tableau de la mise en valeur, qui était traditionnellement inclus et qui mettait en évidence les budgets liés aux écoles publiques, en termes de dotation, en matériel, les manuels, par exemple, ne figurent nulle part. Je ne l'ai pas vu, ce qui m'amène à poser la question de savoir le montant que vous avez prévu pour la scolarité de chaque enfant inscrit en maternelle et en primaire pour l'année 2021. Ensuite, je vais intervenir sur la section investissement. Oui, je viens d'entendre parler du cadre de vie, je viens d'entendre parler des plantations d'arbres. En revanche, je ne vois pas d'effort conséquent depuis que vous êtes en place, malgré ce que vous venez de dire, dans la mesure où votre campagne a pas mal été axée sur ces points-là.

Et puis enfin, pour terminer, sur le recours à l'emprunt, nous sommes sceptiques. Sceptiques sur la nécessité d'inscrire plus de 7 millions d'euros au budget actuel, sous prétexte qu'en 2019 et 2020, la Ville a très peu emprunté. Alors, ne serait-il pas plus pertinent de plafonner ce montant à 5 millions en budget primitif, quitte à réaligner en budget si nécessaire plus tard ? Ce recours à l'emprunt aussi massif, pardon, pourrait cacher ici, pour ma part, un manque d'effort et d'examen critique de la pertinence de certaines dépenses, ou alors constituer le seul levier dont vous disposez pour financer la police municipale. Pour moi, il y a vraisemblablement quelque chose que vous ne dites pas, que vous ne dites pas aux Choisyennes et aux Choisyens derrière ce chiffre, donc encore une fois, comme cela vous a déjà été dit, pour tout cela, pour toutes ces raisons, pour toutes ces remarques et pour le peu d'ambition effectivement qui accompagne ce budget, nous nous abstiendrons. Merci.

**M. le Maire** : Très bien, juste pour vous répondre, je vais donner la parole à Madame Francisot qui vous répondra plus en détail, nous n'avons pas enlevé un centime aux dotations des écoles. Et vous n'êtes pas sans ignorer que nous devons absorber une charge supplémentaire puisqu'à partir de cette année, nous devons aussi subventionner les écoles maternelles du privé, ce qui fait une charge non négligeable en plus. Donc comment fait-on, en absorbant une charge supplémentaire, tout en faisant qu'on ne retire rien sur ce qui a été fait auparavant ? Vous nous accorderez quand même que ce n'est pas des équations faciles, pourtant, nous l'avons fait.

Après, il ne faut pas vous contredire. Les 8 millions d'euros, ce n'est pas pour qu'on s'achète chacun le dernier type de voitures sorties. Vous nous dites : « Il faudrait moins investir », vous nous dites : « On n'est pas assez ambitieux », et vous nous dites... Si, c'est ce que vous avez dit, vous avez dit : « Il faudrait ramener l'emprunt à 5 millions ». Il y a des années où la précédente majorité, c'était 10 millions. Donc, cet emprunt est nécessaire, parce que contrairement à ce que vous dites, nous avons des investissements conséquents, et ce qu'on vous a expliqué au ROB, c'est que ça ne masque absolument rien, ce sont les pratiques puisque nous aurons un BS, et nous aurons aussi un compte administratif où il y aura des reports, où effectivement il sera dans notre intérêt de réduire cet emprunt, ce que nous ferons. Voilà. Mais cet emprunt traduit aussi effectivement l'ambition de nos investissements. Alors, il ne faut pas dire tout et son contraire. Je vais donner la parole à Madame Francisot pour vous répondre plus précisément sur votre première question.

**Mme Francisot** : Alors, sur la question du tableau concernant les achats de matériel dans les écoles, etc., j'ai en face de moi la maquette de présentation, le rapport de présentation du

budget 2020, et je ne le vois pas non plus ce tableau. Donc j'aimerais bien savoir de quoi il s'agissait, mais en tout cas, comme vous l'a dit Monsieur le Maire, par rapport aux réalisés de 2020, 2019 ou même antérieurs, nous n'avons rien amputé, à aucun, je dis bien aucun service. Tous les services bénéficient de toute la latitude, malgré la diminution de 2 %, pour réaliser toutes leurs actions. Parce que nous tenons à l'éducation, nous tenons au social, nous tenons à la santé, nous tenons à la sécurité, à la propreté de notre ville, nous tenons à chacun des services de notre Ville. Donc nous y avons investi la même chose, et je pense que pour l'emprunt, Monsieur le Maire vous a, en plus de ce que je vous ai déjà répondu lors de mon intervention, je pense que Monsieur le Maire vous a très bien répondu.

**M. le Maire :** De plus... Quelqu'un d'autre prendre la parole ? Monsieur Thiam, qui n'a pas eu la parole, encore. Monsieur Thiam.

**Monsieur Thiam :** Pour l'exercice, je pense que le débat d'orientation budgétaire a déjà été fait, donc on peut passer sur l'exercice budgétaire. Mais Madame Juhel, je vous respecte beaucoup, Madame Juhel. Je respecte beaucoup le parti socialiste qu'elle représente, les idées, les valeurs, je pense que vous êtes une des personnes qui a argumenté dans le débat, donc je vous respecte pour ça. Mais Madame Desprès, alors là, c'est le Graal. Vous faites partie des personnes qui ont coulé Choisy. Vous faites partie de ceux qui ont détruit Choisy. Vous faites partie de ceux qui font que les Choisyens ne veulent plus vivre à Choisy. Vous vous êtes occupé des centres socioculturels, l'espace Langevin, l'espace Mouloudji, vous en avez fait des champs de ruine. Madame Desprès, surtout pas vous. Laissez Monsieur Hutin, laissez Monsieur Menge, Madame Benkahla, mais... Excusez-moi d'avoir écorché votre nom, Monsieur Menge, Essonne Menge, je suis désolé. Mais Madame Desprès, s'il vous plaît, pas vous. Je ne voulais dire que ça.

**M. le Maire :** Bon, très bien. Bon, ce que je souhaite, je reconnais la ta passion, votre passion, Monsieur THIAM, mais bon, restons dans un esprit serein, ce n'est pas un règlement de compte, mais restons bien dans le budget, voilà, j'y tiens beaucoup, puisque de toute façon, nous tous autour de cette table, nous nous connaissons depuis longtemps. Je crois que nous aimons tous notre ville, simplement, nous avons une politique différente, des moyens différents, nouveaux, puisque quand même, ça fait 61 ans que ce sont les mêmes pratiques qui ont eu cours dans notre ville, et je pense, et je le dirais de la même façon quelle que soit la majorité qui reste aux manettes d'une ville pendant 60 ans, ce n'est pas sain, parce que la démocratie a besoin d'alternance voilà. Et donc, pour ma part, je pense que nous tous ici, nous sommes là parce que nous aimons notre ville, et nous pouvons être en désaccord sur la gestion de celle-ci, ce qui a été le cas, c'est pour ça que nous nous sommes présentés contre vous et que les Choisyennes et les Choisyens ont tranché, ont choisi, et donc nous ne faisons qu'appliquer le programme que nous leur avons présenté.

Je voulais vous faire part d'une inquiétude, puisque vous savez que, quand même, le territoire, beaucoup de compétences sont exercées par le territoire dont nous faisons partie. Le territoire a d'énormes difficultés à boucler son budget. La dernière mauvaise surprise qui nous est tombée dessus, c'est près 6,5 millions, presque 7 millions de recettes qui, au dernier moment, on prit le chemin de la métropole. On a écrit et tous les maires ont écrit au préfet. Si je vous dis cela, c'est parce que ça peut avoir des conséquences sur nos finances, c'est-à-dire que dans ce cas-là, ce qu'il prévoit, contrairement à ce que nous avons fait, c'est d'augmenter notre FCCT, c'est-à-dire que nous reversons au territoire pour les services rendus qui, pour ma part, ne sont pas complètement là, mais c'est une autre affaire, mais nous avons quand même cette inquiétude. J'espère que le gouvernement va revenir sur cette décision parce que ce n'est quand même pas simple. Voilà, je voulais vous faire part de cela.

Nous avons aussi, c'est important parce que ça touche notre budget même si c'est d'une manière minime, nous ne sommes pas, nous ne sommes plus éligibles au SPIC, donc nous avons une économie. Et le territoire, pour compenser les rentrées moindres, veut faire payer justement les communes à travers une augmentation du FCCT, ce qui, à notre sens, est illégal, puisque le FCCT traduit uniquement une compensation de services rendus, là, ce qui n'est pas le cas. C'est simplement une rentrée d'argent qu'ils veulent nous imposer pour faciliter leurs comptes. Donc je ne vous cache pas que nous avons, pas tant pour la somme que pour le principe, parce que ce n'est quand même pas normal, puisque tous les territoires, ils ont été créés pour apporter des économies aux collectivités. Donc là, c'est le monde à l'envers, c'est les communes qui doivent contribuer financièrement à l'équilibre des finances des territoires. Ce n'est pas du tout pour cela qu'ont été créés les territoires. Donc c'est pourquoi nous avons saisi juridiquement le tribunal administratif, pour qu'il nous donne une explication là-dessus. C'est-à-dire que le territoire, il peut demander un apport exceptionnel aux communes, mais cela doit se voter au territoire avec l'assentiment des deux tiers des conseillers territoriaux. Voilà. Donc c'est une manière détournée, selon nous, de ne pas appliquer cette règle. Voilà, donc nous vous tiendrons informés du résultat, parce que sinon, c'est la porte ouverte à tout. Notre FCCT, à chaque fois que le territoire sera en difficulté financièrement, on appuie sur un petit bouton, on l'augmente, et on se demande où cela peut s'arrêter. Donc chacun va prendre ses responsabilités, chacun doit affronter les difficultés qui sont devant nous, et nous collaborons avec le territoire, le territoire est une coopérative de villes, mais nous, nous tenons à ce que les règles et l'essence même du territoire soient respectées. Mais bon, je me mets à leur place, se voir amputer au dernier moment, en pleine discussion du ROB de 6,7 millions, ce n'est pas facile. Voilà.

Donc, y a-t-il d'autres interventions ? Monsieur Essone Menge, allez-y.

**M. Essone Menge :** Merci, Monsieur le Maire. Je trouve que mes propos sont pervertis dans la réponse que vous m'avez faite, puisqu'à aucun moment, mes propos ne consistaient à apporter les éléments de réponse que j'ai reçus. Je parlais simplement, je posais une question qui consistait à savoir quel était effectivement le montant alloué à chaque enfant scolarisé à Choisy-le-Roi en maternelle et en primaire pour l'année 2021.

**M. le Maire :** Alors, c'est le même que l'année dernière. Enfin, je me tourne, je ne l'ai pas à l'euro près, mais je peux me tourner vers... On en a discuté, mais vous avez la somme totale, mais c'est, à l'euro près, je peux vous garantir qu'à l'euro près, malgré, comme je vous le disais, les charges supplémentaires de devoir financer les maternelles du privé, ce qui est nouveau, à l'euro près, avec une légère augmentation, c'est la même chose que l'année dernière. Voilà. Donc on vous le dira devant, parce qu'on n'a pas quand même euro par euro toutes les sommes sur le bout de la langue, mais je sais, par contre, comment a été construit le budget. Voilà. On va vous le donner au détail près.

Y a-t-il d'autres observations ? Peut-on procéder au vote de ce budget ? Oui.

Y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? Bien. Alors, donc c'est 9 abstentions en comptant les... Non, excusez-moi, Madame Lemoine, vous avez voté, je n'ai pas vu votre...

**Mme Lemoine :** Je vote pour.

**M. le Maire :** Ah, très bien, bon, merci, Madame Lemoine. Alors, donc il y a, a priori, il devrait y avoir 8 abstentions. C'est cela ? Et 36 pour. Non, 35. Voilà, très bien. Je vous remercie.

*La délibération n°3 est adoptée à l'unanimité (8 abstentions).*

→ **4. Approbation du budget primitif principal - Exercice 2021 - Budget annexe des parkings**

**M. le Maire :** Alors, le point suivant, toujours dans le budget, alors budget annexe des parkings. Je redonne la parole à l'excellente Madame Francisot.

**Mme Francisot :** Que d'honneur vous me faites, Monsieur le Maire. Je vous remercie.

Je serai beaucoup moins longue en ce qui concerne le budget annexe des parkings. Donc pour ce qui le concerne, nous équilibrons le budget de fonctionnement à 942 968 euros, et en investissement, à 423 391 euros. Le détail des opérations est inscrit de la page 12 à la page 16 de la maquette budgétaire. Je parle bien de la maquette budgétaire, et pas du rapport. Il est à noter que chaque année, la Ville verse environ 340 000 euros de subventions d'équipement au budget des parkings. Cette situation qui est censée être exceptionnelle, mais perdure depuis des années déjà. Nous travaillerons donc à l'avenir à résorber cette situation. Je vous remercie.

**M. le Maire :** Oui, effectivement, j'ajouterai, comme l'a dit Madame Francisot, que cela ne peut être qu'exceptionnel. Or, cela fait plusieurs années. Effectivement, il va falloir trouver une solution, ce n'est pas facile, la solution, elle pourrait être toute trouvée, c'est en augmentant le prix du stationnement. Mais là encore, d'autant plus que je ne pense pas que nous sommes si peu chers que ça, le problème aussi, c'est que nous n'avons finalement pas beaucoup de parkings, donc c'est difficile d'équilibrer tout cela. Mais bon, c'est un travail qui nous attend, qu'il faut faire, parce qu'on ne pourra pas indéfiniment présenter un budget des parkings de la sorte. D'ailleurs, je pense que la Cour régionale des comptes va nous tirer le signal d'alarme là-dessus. Voilà, donc il va falloir qu'on se retrouse les manches sur ce point.

Y a-t-il des observations ? Nous allons procéder au vote. Y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? Donc c'est voté à l'unanimité, je vous en remercie.

*La délibération n°4 est adoptée à l'unanimité.*

→ **5. Admissions en non-valeur de créances irrécouvrables - budget principal**

→ **6. Admissions en non-valeur de créances irrécouvrables - budget annexe des parkings**

**M. le Maire :** Alors, nous restons dans le budget. Alors, toujours dans le budget des parkings, non, l'admission en non-valeur de créances irrécouvrables.

**Mme Francisot :** Alors, je vous propose de présenter les deux délibérations, que nous voterons séparément, bien sûr, mais ce sont des créances irrécouvrables sur le budget principal et sur le budget annexe des parkings. Alors, comme chaque année, le comptable public nous fait état des créances qu'il n'arrive pas à recouvrer temporairement ou définitivement. Il nous propose d'inscrire 122 819,19 euros au budget principal, et 198 euros au budget annexe des parkings. Il faut préciser que plus de 110 000 euros au budget principal et les 198 euros du budget annexe des parkings concernent une seule et même entreprise, la société liquidée Futuredeco qui se situait dans la galerie Rouget de Lisle. La société étant liquidée, c'est une perte sèche pour les finances de notre Ville. Voilà.

**M. le Maire :** Oui, malheureusement, nous avons eu aussi cette mauvaise surprise, on ne s'explique pas comment on peut monter aussi haut. Je crois que sur la somme irrécouvrable, c'est une seule entreprise à hauteur de 80... Combien avez-vous dit, Madame Francisot ?

**Mme Francisot** : 110 000 euros.

**M. le Maire** : 110 000 euros sur une seule entreprise.

**Mme Francisot** : Et si on rajoute sur les parkings, 110 198 euros au total.

**M. le Maire** : Alors là, il va falloir qu'on travaille là-dessus, je ne vais pas aller jusqu'à dire que c'est du laxisme, je n'en sais rien, mais là, franchement... Je ne comprends pas que ça puisse monter aussi haut. Il y a d'autres cas de ce type qui nous attendent, donc là, ce que je peux vous dire, c'est que c'est complètement irrécouvrable, parce que la société a déposé le bilan, donc nous sommes obligés de la placer en séance irrécouvrable. Nous avons aussi, je ne sais pas si après tout, je ne vois pas pourquoi je ne dirais pas le nom, nous avons aussi un gros litige avec Choisy Meubles aux Gondoles qui, depuis qu'il a son local, voilà, n'ont jamais payé le loyer. Donc là aussi, c'est près de 100 000 euros que nous essayons de recouvrer, nous avons fait partir une assignation pour essayer de casser au plus vite le bail, parce que cela ne peut pas durer. Ce n'est pas possible. On ne peut pas tolérer, si nous ne recouvrons pas nos loyers, ça devient des sommes extrêmement conséquentes. Lorsqu'il s'agit de 50 ou 100 euros par-ci par-là parce qu'une famille en très grande difficulté ne peut pas payer, etc., mais là, des sociétés qui atteignent des sommes si conséquentes qui ne font pas le moindre effort, c'est-à-dire même pas de donner des provisions sur ce qu'ils doivent, là, il faut vraiment qu'on emploie la manière forte et mettre un frein à cette situation.

Y a-t-il des interventions ? Non ? Donc nous en mettons aux voix. Y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité, je vous en remercie.

*La délibération n°5 est adoptée à l'unanimité.*

Alors, nous poursuivons... Les deux en même temps ? Alors, les deux en même temps. Créances irrécouvrables et parkings.

*Brouhaha*

**M. le Maire** : Séparément, c'est ce que je fais.

*Brouhaha*

**M. le Maire** : C'est ce que je suis en train de faire. On vient de voter les valeurs de créances irrécouvrables dans le budget principal, et maintenant, nous allons voter celles des parkings. Excusez-moi, j'ai...

*Rires*

**M. le Maire** : Il n'y a que de l'eau, il n'y a pas...

*Rires*

**M. le Maire** : Donc je redonne la parole à Madame Francisot.

**Mme Francisot** : C'est déjà présenté, Monsieur le Maire.

**M. le Maire** : Oui, vous en avez parlé en light cette fois-ci, mais là, il n'y avait pas beaucoup à dire.

Donc, alors, pour les dettes irrécouvrables parkings, des votes contre ? Abstentions ? C'est adopté, merci.

*La délibération n°6 est adoptée à l'unanimité.*

**→ 7. Affectation de la dotation de solidarité urbaine et du fonds de solidarité de la région Île-de-France perçus par la commune en 2020**

**M. le Maire :** Nous arrivons, je vous en ai parlé un petit peu tout à l'heure, Madame Francisot va donc nous parler de l'affectation de la dotation de solidarité urbaine et du fonds de solidarité de la région Île-de-France perçus par la commune en 2020, comme la loi nous y oblige. La parole est à Madame Francisot.

**Mme Francisot :** Donc la Ville a l'obligation de présenter au Conseil les actions de développement social et urbain et celles entreprises afin de contribuer à l'amélioration des conditions de vie des habitants qui ont été financées par la dotation de solidarité urbaine et le fonds de solidarité de la région Île-de-France.

En 2020, la Ville a perçu 2 713 149 euros au titre de la dotation de solidarité urbaine, et 3 429 690 euros au titre du fonds de solidarité de la région Île-de-France. Donc la répartition de l'enveloppe de la DSU est la suivante :

- Sur les travaux d'agrandissement de l'école Joliot-Curie,
- Les travaux d'aménagement des centres de loisirs de La Prairie et des Gondoles,
- Les travaux d'extension et d'accessibilité de l'école Jean Macé,
- La participation à l'écrivain public,
- À la subvention de l'association H.E.P.,
- Et au fonctionnement des équipements pour la jeunesse.

En ce qui concerne le fonds de solidarité Île-de-France, donc il est proposé de les répartir entre :

- Le fonctionnement du CCAS,
- Le soutien aux associations sportives,
- La participation au déficit du Centre municipal de santé,
- Le fonctionnement des activités périscolaires,
- Et la médiathèque.

Les montants attribués à chaque action sont présentés sur la délibération qui vous a été envoyée.

**M. le Maire :** Voilà. Donc je vous parlais en préambule de ma surprise, effectivement, puisque sur les 2,7 millions que devait verser le département, il m'avait été expliqué que c'était justement pour les travaux d'aménagement du centre de loisirs La Prairie, le centre de loisirs Gondoles, et je m'aperçois qu'en fait, c'est la DSU qui a servi à cela. Alors là, je m'interroge vraiment. On ne va pas faire, c'est ainsi, je ne me l'explique pas là, je me pose vraiment la question à quoi devaient servir ces 2,7 millions. Alors là, vous voyez, Monsieur Essone Menge, on pourrait se poser la question de savoir si ces 2,7 millions ne devaient pas



servir, je ne sais pas moi, à un problème de trésorerie, on peut se poser la question. Vous voyez, quand vous me disiez pour un prêt de 8 millions, mais là, il y a une somme dont on m'a dit qu'elle devait servir à ces travaux d'aménagement. Ce qui est logique, d'ailleurs, puisqu'on détruisait un centre de loisirs, il était normal, d'ailleurs, je crois que c'est la loi, qu'une somme soit versée pour aménager et rénover un autre centre en compensation. Or, c'est la DSU qui a servi à ça. Et là, je suis vraiment surpris.

Oui, Madame Juhel, je vous donne la parole.

**Mme Juhel :** Effectivement, Monsieur le Maire, les 2,7 millions étaient une compensation de la démolition de la Calypso. Il est bien évident que si on voulait pouvoir accueillir les enfants qui allaient au centre de loisirs de la Calypso, et qui venaient de l'école Cachin, donc pas de la porte à côté, il fallait prévoir comment on allait les accueillir. Maintenant, que les travaux aient été anticipés pour qu'on ne se retrouve pas avec des enfants à la rue, c'est assez logique. Et donc, dans la gestion de la trésorerie pour les travaux, on a anticipé ces travaux, et ça devait être compensé. À partir du moment où vous ne démolissez plus la Calypso, vous n'avez plus rien à compenser, donc vous n'avez plus le crédit du département. On ne voit pas pourquoi le département paierait à Choisy-le-Roi la compensation de quelque chose qui n'a plus à être compensé. Donc vous faites des choix nouveaux, ce sont vos choix, mais ils ont des conséquences, évidemment.

**M. le Maire :** On ne remet pas en cause les travaux, ce qui était évident. Ce qui pose problème, c'est ce que je vous disais, c'est le poids de ces 2,7 millions non versés. Vous voyez ? Donc on a dû mettre à contribution la DSU qui aurait pu servir à autre chose. Donc si vous n'aviez pas décidé cette destruction, il n'aurait pas été question de ces 2,7 millions et la DSU aurait été utilisée à autre chose de plus utile. C'est là, mon propos. C'est là où je dis que ce choix est de plus en plus incohérent, je ne le remets pas du tout en cause, j'aurais fait la même chose, il fallait bien effectivement aménager et agrandir les centres de loisirs permettant, en compensation. Là, je suis tout à fait votre raisonnement. Si c'est au niveau du financement que là, on est obligé, la DSU aurait pu être utilisée différemment, c'est cette acrobatie qui me gêne, c'est pour cela que vraiment, plus le temps passe, plus on se pose des questions, plus ce choix, vraiment, était hors normes. C'est tout. On en a discuté, comme le disait tout à l'heure Madame Desprès, on ne va pas refaire les débats incessamment, mais ça interroge, c'est tout. Voilà. Bon.

On met aux voix ou y a-t-il des interventions ? Non. Oui ?

**Madame Francisot :** *Intervention hors micro* [01 :38 :46]

**M. le Maire :** Oui, je te donne la parole. Donc alors, votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité, merci. Je redonne la parole à Madame Francisot pour les chiffres précis demandés par Monsieur Essone Menge.

*La délibération n°8 est adoptée à l'unanimité.*

**Mme Francisot :** Merci, Monsieur le Maire. Alors, nous avons réussi à obtenir les chiffres. Ce sont des ratios, alors ce sont des ratios par élève qui se décomposent en quartiers QPV, donc politique de la ville, et hors quartiers QPV. Donc hors quartiers politique de la ville, pour un élève de maternelle, il est attribué 30,35 euros, et 32,65 euros pour un élève d'élémentaire.

Dans les quartiers situés en politique de la ville, on est à 37,65 euros par élève de maternelle, et 37,95 euros par élève d'élémentaire. Voilà.

**M. le Maire :** Vous pouvez constater qu'on est plutôt dans la moyenne haute, et là, pour le coup, vous pourrez nous dire qu'on suit ce qui a été fait avant, c'est ce que je vous ai expliqué, on est plutôt dans la moyenne haute de ce qui se fait dans les autres villes. Donc on n'en réduit absolument rien, puisque je vous le répète, pour nous, l'école est un élément fondamental et prioritaire, il n'y a aucune discussion là-dessus. Merci, Madame Francisot.

## HABITAT

→ **8. Garantie d'emprunt accordée à VALOPHIS HABITAT OPH du Val-de-Marne pour la création de 8 logements locatifs sociaux 3PLUS/5PLAI, au rez-de-dalle et 1er étage de l'immeuble situé 4, avenue Jean-Jaurès**

**M. le Maire :** Alors, l'habitat. Là, c'est technique. Garantie d'emprunt accordée à Valophis Habitat OPH. La parole est à Monsieur Druart.

**M. Druart :** Bonsoir à tous. Alors, ce point concerne la garantie d'emprunt accordée à Valophis Habitat, donc l'OPH du Val-de-Marne, pour la création de 8 logements locatifs sociaux situés au 4, avenue Jean-Jaurès. Pour la petite histoire, les locaux correspondants étaient occupés par l'hôpital Guiraud jusqu'en février 2018, donc déjà 3 ans, et Valophis a décidé de les convertir en logements, en 8 logements, comme je l'ai déjà dit, donc de différentes compositions, T1, T2, T3, T4, T5. Et donc la garantie, plutôt les montants des travaux sont de 930 582 euros, et Valophis demande une garantie d'emprunt à hauteur de 526 582 euros, dont vous avez le détail dans le document, et dont le maximum de durée des périodes d'allotissements pour les différents prêts est de 50 ans. Donc en échange, la Ville a des logements réservés, un T3 et un T5, dont un pour les familles, les personnes PMR, les personnes à mobilité réduite. Voilà. Merci.

**M. le Maire :** Voilà, donc que des choses classiques. S'il n'y a pas d'interventions... Ah, Madame Juhel.

**Mme Juhel :** C'était juste pour dire qu'on se félicitait de cette création de logements, et qu'on ne pouvait que voter pour. Voilà.

**M. le Maire :** Très bien. Alors donc, votes contre ? Il n'y en a pas. Abstentions ? C'est voté à l'unanimité, merci.

*La délibération n°8 est adoptée à l'unanimité.*

## BÂTIMENT

→ **9. Rapport d'activité 2019 du Syndicat Intercommunal de Chauffage Urbain de Choisy-Vitry (SICUCV)**

**M. le Maire :** Alors, nous rentrons dans les passionnants rapports, il s'agit là du syndicat intercommunal de chauffage urbain de Choisy-le-Roi. Je plaisante, mais ce sont des choses sérieuses, donc on va donner la parole à quelqu'un de très sérieux, M. Chirrane.

**M. Chirrane :** Merci, Monsieur le Maire. Oui, effectivement, ce n'est pas très passionnant, mais on va essayer quand même.

Le syndicat intercommunal de chauffage urbain Choisy-Vitry, autrement appelé SICUCV, est l'autorité responsable de la production et de la distribution de chaleur sur les villes de Choisy et de Vitry. Aujourd'hui, le site du SICUCV alimente en chauffage urbain et en eau chaude l'équivalent de 24 000 logements sur les deux villes à travers son réseau de plus de 40 km. Sur Choisy, la chaleur distribuée par le SICUCV, bénéficie essentiellement à des bâtiments

d'habitation, des bâtiments administratifs et d'activités commerciales sur les parties situées au nord de la ville, dont l'Hôtel de Ville, le CCAS, la médiathèque, le Royal, quelques groupes scolaires comme l'école du Parc, l'école Cotton, Cachin, le Conservatoire, pour un équivalent, je vous le dis, de 4000 logements.

L'ambition du SICUCV est d'améliorer le bilan environnemental de son réseau chaleur. À ce titre, le réseau de chaleur desservant Choisy et Vitry est en partie alimenté à partir de la chaleur émise par la combustion des déchets qui sont incinérés à l'usine d'incinération du MIN de Rungis, qui est installé rue du Four. Techniquement, la chaleur émise lors de la combustion des déchets chauffe l'eau des tuyaux qui parcourent les parois de cette usine d'incinération, cette eau surchauffée est envoyée vers une chaufferie située à Vitry qui redistribue cette énergie aux bâtiments raccordés. Les villes de Choisy et de Vitry bénéficient donc d'une chaleur provenant d'un bouquet énergétique varié, constitué en partie d'énergies renouvelables et de récupérations, les fameuses ENRR, ce qui, finalement, en fait une chaleur plutôt écologique.

Venons-en au rapport d'activité lui-même. Conformément à l'article L.5211-30 du CGCT, le SICUCV a transmis à notre commune son rapport annuel en retraçant son activité pour l'année 2019 pour une simple prise d'acte. Alors, ce qu'il faut retenir de ce rapport, sur le plan technique, 5 choses :

- Le mix énergétique réel de 2019, constaté en fin d'exercice, montre un taux d'ENR/R de 64 %, en progression de 2 points par rapport à l'année précédente, donc on verdit notre énergie,
- La quantité d'énergie vendue aux abonnés, c'est-à-dire celle livrée en sous-station, est en légère baisse par rapport à 2018, une baisse de 2 %,
- Le rendement du réseau de distribution est de 84,9 %, soit une hausse d'un point par rapport à 2018, cela signifie que la déperdition d'énergie entre les stations d'échange et les postes délivrés aux abonnés est relativement faible. C'est un bon indicateur d'entretien des installations des réseaux de chaleur, lesquelles sont, dans l'ensemble, bien voire très bien entretenues, surtout sur la ville de Choisy.
- Sur le plan environnemental, le kilowattheure d'énergie du réseau en sous-station abonné contient 151 g de CO<sub>2</sub>, ce contenu carbone a diminué de 31 % par rapport à l'année 2014, c'est en constante régression, consécutivement à la progression du taux d'ENR/R issu de la chaleur, issu de l'incinérateur du MIN de Rungis, de la disparation du fioul et du charbon dans le mix énergétique utilisé. À titre de comparaison, un kilowattheure d'énergie produite à partir du fioul, c'est 270 g de CO<sub>2</sub>, à partir de gaz, c'est 200 g de CO<sub>2</sub>, et 400 g à partir du charbon. Plus on réduit ces combustibles dans le kilowattheure d'énergie produite, plus on verdit cette énergie.
- Il n'y a pas actuellement de prévision de raccordement au réseau du cycle de bâtiments situés sur le territoire de Choisy. Il y a un grand projet, la ZAC Rouget-de-Lisle, sur Vitry, qui est le principal point de raccordement futur.

Sur le plan financier, deux choses à retenir :

- Le prix total de la chaleur facturé à l'abonné se monte à 87,41 euros hors-taxes, dont 42,51 juste pour l'abonnement,

- Ce prix moyen vendu à l'abonné est en hausse de 3,7 % par rapport à 2018, c'est principalement dû à l'évolution des indices d'indexation, lesquels sont surtout affectés par les volumes achetés et les prix d'achat de l'énergie.

Voilà ce que l'on peut extraire comme points saillants de ce rapport pour une simple prise d'acte, si Monsieur le Maire le veut bien.

**M. le Maire** : Très bien, merci. Alors là, sur la délibération, il y a deux choses. Approbation du rapport annuel d'activité, et sur le délibéré, prend acte. Donc nous devons voter, ou prendre acte ?

**M. Chirrane** : Prendre acte.

**M. le Maire** : Donc nous prenons acte. Tout le monde a pris acte ? C'est parfait.

*Il est pris acte de la présentation du rapport d'activité 2019 du Syndicat Intercommunal de Chauffage Urbain de Choisy-Vitry (SICUCV).*

## → 10. Rapport d'activité 2019 du Syndicat Intercommunal pour le Gaz et l'Electricité en Ile-de-France (SIGEIF)

**M. le Maire** : Alors, dans la continuité, Monsieur Chiranne s'étant échauffé, je lui redonne la parole pour le rapport d'activité du syndicat intercommunal pour le gaz et l'électricité en Île-de-France, le SIGEIF.

**M. Chirrane** : Merci, Monsieur le Maire. Le SIGEIF, je ne reviens pas sur la présentation que j'ai faite du SIGEIF le mois dernier, pour faire plaisir à Monsieur Guillaume, qui n'est pas là ce soir, on dira « Sigèf ». Conformément à l'article 5211-39 du CGCT, le syndicat intercommunal pour le gaz et l'électricité en Île-de-France a transmis à l'ensemble de ses communes adhérentes, dont Choisy, son rapport annuel pour l'année 2019, là aussi pour une simple prise d'acte.

Je rappellerai que la Ville est simplement adhérente au SIGEIF pour la compétence gaz. En clair, le SIGEIF exerce pour le compte de notre Ville le contrôle technique et financier des gestionnaires de réseaux gaz, et veille à la bonne exécution des émissions de service public dévolues à ses concessionnaires. Les concessionnaires sont essentiellement GRDF, Enedis et EDF Commerce. Ce qu'il faut retenir du rapport, c'est très simple, le budget du SIGEIF pour 2019 s'élève à 43,81 millions euros, ses dépenses de fonctionnement et d'investissement s'élèvent à 42,29 millions euros. En fin d'exercice, le résultat net du SIGEIF affiche donc un solde positif de 1,52 million d'euros. Il n'y a donc pas de demande de financement complémentaire lancée par le SIGEIF à l'adresse de notre Ville, ce qui n'est malheureusement pas toujours le cas des autres syndicats auxquels la Ville a pu adhérer sous les majorités précédentes.

Trois points plus précisément concernant la Ville de Choisy. Avec 9348 abonnés en 2019 contre 9497 en 2018, le nombre de clients au gaz concernés sur la ville est en légère baisse, 1,5 %. Le total des mégawattheures consommés sur Choisy en 2019 est en baisse d'environ 3 %, c'est essentiellement dû à une moindre consommation par les grandes chaufferies de type PME, les piscines, les groupes scolaires, les grands ensembles, les très grands consommateurs. C'est en partie l'impact de l'ensemble des rénovations des bâtiments qui permet ses économies. Le taux d'endommagement du réseau gaz supervisé par le SIGEIF présent sur le territoire de la Ville de Choisy est de 0,18 alors que le taux global du réseau, de l'ensemble du réseau du SIGEIF, est de 0,48. Ça signifie donc que les conduites de gaz

enfouies sous la chaussée choisyenne sont plutôt en bon état, on a un avis favorable. Ce sont les principaux points à retenir de ce rapport.

**M. le Maire** : Donc là aussi, nous prenons acte de ce rapport. Merci, Monsieur Chirrane.

*Il est pris acte de la présentation du rapport d'activité 2019 du Syndicat Intercommunal pour le Gaz et l'Electricité en d'Ile-de-France (SIGEIF).*

## COMMANDE PUBLIQUE

→ **11. Approbation de la convention constitutive du groupement de commandes entre la commune de Choisy-le-Roi et le Centre communal d'action sociale (CCAS) pour la passation d'un marché public portant sur l'achat et la livraison d'équipements de protection individuelle, de vêtements et chaussures de protection pour les agents**

**M. le Maire** : Alors, nous sommes au point n°11 : approbation de la convention constitutive du groupement de commandes entre la commune de Choisy-le-Roi et le Centre communal d'action sociale. Là, c'est Madame Franciscot qui prend le relais avec envie.

**Mme Franciscot** : Pour la dernière fois de la soirée.

*Rires*

**Mme Franciscot** : Donc le marché portant sur l'achat et la livraison d'équipements de protection individuelle, de vêtements et de chaussures de travail pour les agents communaux se termine le 31 décembre 2021. Il est donc nécessaire de lancer une nouvelle procédure d'appel d'offres. Il s'agit ici d'approuver un groupement de commandes entre la Ville et le CCAS pour la passation de ce marché, et ce procédé permet à la Ville et au CCAS de bénéficier de prix plus intéressants en commandant en plus grande quantité. Il s'agit également d'autoriser Monsieur le Maire à signer tous documents relatifs à ce groupement de commandes.

**M. le Maire** : Alors, je le mets aux votes. Des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité, merci.

*La délibération n°11 est adoptée à l'unanimité.*

## DEVELOPPEMENT LOCAL ET CITOYENNETE

→ **12. Avis sur le bilan 2019 de la mise en œuvre du contrat de ville Seine amont**

**M. le Maire** : Alors, nous passons maintenant au développement local et citoyenneté, l'avis sur le bilan 2019 de la mise en œuvre du contrat de ville Seine amont, et là, nous avons droit au dynamisme de Madame Sabrina Fontaine.

**Mme Fontaine** : Bonsoir, Monsieur le Maire. Bonjour à toutes et à tous.

Donc la politique de la ville désigne la politique de solidarité qui est mise en place par les pouvoirs publics afin de revaloriser les zones urbaines en difficulté, et de réduire les inégalités entre les territoires. C'est ce qu'on appelle les QPV, les quartiers prioritaires de la ville. Cette politique a été initiée en France il y a une trentaine d'années alors que les difficultés dans les banlieues émergeaient. La politique de la ville est caractérisée par son approche globale et intervient dans des thématiques variées qui touchent au quotidien des habitants comme le développement économique, l'emploi, l'habitat, le cadre de vie,

l'éducation, la tranquillité publique, la santé, la citoyenneté, etc. Elle vise donc à restaurer l'égalité républicaine dans les quartiers.

Le contrat de ville de 2015 à 2020 intercommunal avec les villes de Vitry-sur-Seine et Ivry-sur-Seine a été signé le 10 juillet 2015 entre plusieurs partenaires, l'État, Seine amont, le Conseil régional d'Île-de-France, les bailleurs tels que Valophis, Caisse des Dépôts et consignations, Conseil départemental, CAF et Pôle emploi. Vous avez également l'Office français de l'immigration et de l'intégration.

Le décret du 3 septembre 2015 pris en application de l'article 11 de la loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine du 21 février 2014 impose au président de l'intercommunalité et aux maires signataires des contrats de ville de présenter annuellement à leur assemblée délibérante respective un rapport sur la situation de la collectivité au regard de la politique de la ville. Le rapport 2019 a été réalisé par l'établissement public territorial grand Orly Seine Bièvre et les 3 communes du contrat de ville intercommunal, donc Choisy-le-Roi, Vitry-sur-Seine, Ivry-sur-Seine en associant les signataires. Il présente le contexte, les axes stratégiques de la programmation.

En 2019, la Ville a continué de soutenir activement les actions déclinées dans le cadre du contrat de ville, qu'elles soient municipales ou associatives, autour des 5 axes suivants. Ça, ce sont les 5 axes qu'on trouve vraiment dans le contrat de ville, et qui sont appliqués et déclinés sur plusieurs actions :

- Agir résolument en faveur de la réussite éducative et de l'autonomisation de la jeunesse,
- Garantir la présence des services publics et des moyens humains de proximité sur les quartiers, notamment quand on maintient des antennes Valophis, par exemple,
- Poursuivre et accompagner les démarches de participation des habitants, ça, c'est plutôt le milieu associatif et nos services,
- Permettre l'accès à l'emploi des habitants qui en sont le plus éloignés, comme, par exemple, le PRIJ pour la jeunesse,
- Renforcer les logiques de réseau et la coordination des partenaires au bénéfice du tissu associatif et des habitants des quartiers.

Plusieurs associations ont également bénéficié de subventions du Conseil départemental du Val-de-Marne dans le cadre de son soutien aux initiatives de limiter dans les quartiers l'habitat social.

La mise en œuvre du contrat de ville passe également par l'installation dans le quartier du Conseil citoyen. Ainsi, en 2019, le Conseil citoyen a continué à réunir ses instances sur le quartier en opération du renouvellement urbain, les membres de celui-ci sont associés aux décisions qui concernent les quartiers, les différents services et partenaires y participent sur présentation de leur projet. Je tiens à rappeler que ce Conseil citoyen est vraiment autonome, et tous les participants, ce sont des gens qui sont inscrits à la préfecture, ce sont des gens qui représentent le quartier, ce sont des instances où les habitants peuvent bien sûr participer, et plus le Conseil citoyen sera fort, plus on pourra co-construire les projets. Je vous remercie.

**M. le Maire :** Je sais, Madame Fontaine, que vous avez beaucoup travaillé là-dessus, je pense que vous nous conseillez d'émettre un avis favorable, puisque c'est le délibéré. Oui ? Il y a une intervention ? Monsieur Id Elouali.

**M. ID ELOUALI :** Monsieur le Maire, très rapidement, bien sûr, on va voter la délibération, mais je voudrais juste insister sur le fait que l'actualité qui nous rattrape sur les questions malheureusement de violence, ce n'est pas que je mets un focus sur les quartiers, mais tout simplement pour attirer l'attention et dire combien c'est important que l'aide publique, que l'argent public, que l'accompagnement public est urgent, nécessaire, et que ces questions-là de violence, de violences de toutes formes et notamment violences entre les jeunes, nécessite, mais vraiment, une attention de tous les instants, parce que c'est extrêmement important. Ça, j'aimerais poser cela comme observation. Je sais que Monsieur le Maire, vous vous rappelez, et je regarde également mon collègue Monsieur Sayadi, que nos quartiers aussi ont connu des faits de violence, les quartiers Sud, inter-bandes, si je peux dire, voire inter-villes. Donc c'est très important que ce contrat de ville puisse prendre en compte également ces questions de violence urbaine, mais qui, me semblent, de mon point de vue, être le symptôme et la traduction d'un mal-être, certainement avec des causes multifactorielles. Voilà, donc je propose ici quand même un peu la perspective de ce contrat de ville, son utilité, et je rappelle l'urgence, puisque l'actualité ne peut pas juste passer comme ça alors qu'on vote les délibérations. Je pense que cette actualité devrait une fois de plus nous interpeller et accompagner davantage, et être encore davantage auprès d'une population d'une manière générale de ces quartiers-là, et évidemment des populations les plus fragiles et plus réceptives à savoir les jeunes. Voilà, donc merci.

Dernière observation, je pense qu'il serait désormais aussi opportun, voire salubre, d'avoir également un regard très évaluatif, pas simplement bilanciel, mais vraiment qu'on puisse un peu mesurer l'impact des actions encore une fois d'efficacité de l'utilité des deniers publics. Voilà, merci encore, c'est tout pour le moment, comme dirait quelqu'un. Merci.

**M. le Maire :** Effectivement, je rejoins tout à fait ce qu'a dit Monsieur Ali Id Elouali. Sabrina, tu as du travail, d'ailleurs, avec aussi Yamina, bien sûr, Moustapha, qui s'occupe aussi de l'apprentissage et autres, c'est vrai que les derniers événements que nous avons vécus, auxquels nous avons assisté avec des décès de jeunes adolescents de 14 ans, le dernier effet dramatique de cette jeune fille morte noyée, bon, ce n'est pas la peine d'en rajouter, je pense que les dérives de notre société qui est aussi violente, ce n'est pas l'apanage des jeunes, vraiment, ça touche des seniors, ça touche toutes les classes même de notre société. Je pense qu'avec des programmes de ce genre, là, pour le coup plus en direction de la jeunesse, j'espère que ça va nous permettre de recréer des liens, des discussions approfondies et d'éviter autant que ce peut à notre niveau la propagation de ces violences et de pouvoir y mettre fin. Il y a eu aussi de la violence dans notre ville. Voilà. Donc tous ensemble, nous devons travailler à cela, et vivement.

Donc nous allons mettre aux votes, je pense que tout le monde va accueillir... Excusez-moi, Madame Juhel.

**Mme Juhel :** Oui, la violence, ce n'est pas uniquement le fait de ces quartiers. L'actualité, c'est aussi le 16e arrondissement.

**M. le Maire :** Bien sûr.

**Mme Juhel :** Donc je pense que l'action dans ces quartiers pour les logements, pour l'éducation, pour la formation, on voit que c'est un quartier où il y a beaucoup de chômage, c'est un quartier où contrairement à d'autres quartiers prioritaires, il y a énormément de familles nombreuses. Donc je pense, moi, je n'aime pas que quand on parle de ces

quartiers, on associe systématiquement la violence. La petite jeune fille qui est partie dans la Seine, c'était une histoire qui n'avait rien à voir avec un quartier. Voilà, je pense que l'action que l'on a tous envie de mener, et là, je pense qu'il y a vraiment des objectifs communs entre toutes nos tendances politiques, c'est de donner un avenir aux jeunes, c'est de faire en sorte que ceux qui sont dans des quartiers défavorisés puissent bénéficier des meilleures conditions d'éducation, ceux qui sont confinés dans des appartements trop petits, ils puissent continuer à travailler même quand l'école est fermée. Voilà, n'associons pas trop ces quartiers avec la violence, même s'il y en a là, comme dans tous les autres quartiers, on l'a vu, je le rappelais encore, avec le 16e arrondissement.

**M. le Maire :** C'est bien ce que j'ai dit, Madame Juhel, j'ai parlé de la ville au sens large, j'ai élargi aux seniors, bien sûr. C'est pour ça qu'il s'agit du contrat de ville Seine amont, de ville, pas exclusivement quartier, bien que nous ne nous voilons pas la face, il faut quand même une attention particulière à certains quartiers, il ne faut pas non plus écarter la réalité. Mais je suis d'accord avec vous que c'est toutes les couches de la société, et, quel que soit l'endroit où cette violence aujourd'hui malheureusement se développe.

Oui, Sabrina ?

**Mme Fontaine :** Je suis tout à fait d'accord avec vous, Madame Juhel. La politique de la ville, c'est vraiment pour élever la population parce qu'il y a des inégalités sociales qui sont criantes, et l'État met en place ces plans de relance avec des publics prioritaires, donc évidemment, il y a la jeunesse, mais pas que. Il y a les femmes isolées, il y a les étudiants, c'est pluridisciplinaire, ça touche l'enfance, ça touche les parcours scolaires, je veux dire, le social, mais également le culturel, ce sont des thématiques vraiment transversales. Et c'est vrai que réduire ça, ce n'est pas pour éviter la violence, c'est pour donner des projets de vie à tout le monde et redonner la dignité aux gens, tout simplement. Mais c'est vrai, vous avez raison, on ne va pas parler uniquement de violence, car ce n'est pas le cadre de la politique de la ville. C'est vraiment élever les gens et éviter de creuser encore les inégalités sociales. Je vous remercie.

**M. le Maire :** Oui ? Je fatigue. Monsieur Chalbi.

**M. Chalbi :** Merci, Monsieur le Maire. C'est juste pour compléter les propos de ma collègue Sabrina Fontaine, on porte aussi, cette majorité-là porte aussi un ambitieux programme dans les quartiers politiques de la ville, mais aussi auprès de tous les Choisyens, et plus particulièrement en direction des jeunes, d'une part en termes d'éducation, déjà, de lutte contre les fractures numériques qui ont été amplifiées avec cette crise du Covid. Les fractures numériques, lorsqu'on regarde, sont souvent superposées aux fractures socio-économiques qu'on repère notamment dans les quartiers difficiles. C'est-à-dire, derrière, c'est de l'accompagnement déjà auprès des écoles Mandela et Langevin sur l'équipement informatique avec des subventions liées aux politiques de la ville pour pouvoir obtenir des équipements dernier cri, et derrière mettre en place tout un suivi avec le programme éducatif local en partenariat avec l'Éducation nationale pour permettre à ces enfants-là d'accéder d'une part à du matériel, d'une part à un socle numérique commun, c'est aussi le fait d'aller vers ces jeunes des quartiers pour leur proposer, mettre en place des formations en relation avec Pôle emploi, c'est aussi leur donner les conditions pour qu'ils puissent entreprendre, qu'ils puissent reprendre des études, pour essayer d'amener les écoles pour faire de la formation professionnelle, aussi bien sur les métiers numériques, parce que c'est ma délégation, mais je travaille aussi en lien avec Monsieur Moustapha Thiam et Yamina Lajili sur d'autres sujets justement pour inciter ces jeunes-là à entreprendre, à aller à la Cité des métiers, à contacter des entrepreneurs, des entreprises pour aller justement chercher ces jeunes-là. C'est une démarche que j'ai prise en main auprès de mon service, c'est d'accepter des stagiaires et des alternants au service DNR, donc développement numérique et réseau,



mais aussi bien au SICIO, on a des jeunes qui sont en détresse, vu la crise du Covid, on ne trouve pas de stage, on ne trouve pas d'alternance, on ne trouve pas de premier emploi. Donc c'est à nous, en tant que collectivité, de faire le nécessaire pour ne pas abandonner ces jeunes-là, c'est aussi à nous, en tant que collectivité, d'aller vers les entreprises choisyennes, d'aller vers les lycées professionnels, vers les facultés, la faculté de Créteil, les écoles aux alentours pour nouer des partenariats, être des facilitateurs, pour permettre justement à ces jeunes de s'insérer sur le marché de l'emploi. Parce que souvent, c'est quand on a du mal à s'insérer sur le marché de l'emploi qu'on se retrouve en marge de la société et que du coup, on crée, c'est la société qui crée ces maux-là, finalement. Donc à nous de faire le nécessaire à notre échelle pour accompagner ces jeunes-là aussi bien sur l'emploi, sur la formation professionnelle, sur l'éducation, sur la culture, sur l'accès à la santé, l'accès au droit, l'accès au logement, etc. Voilà, merci.

**M. le Maire :** Très bien, donc je ne vois pas d'autres interventions. Donc pour un avis favorable, y a-t-il des votes contre ? Non. Abstentions ? Donc c'est voté à l'unanimité, merci.

*La délibération n°12 est adoptée à l'unanimité.*

## **ADMINISTRATION GENERALE**

### **→ 13. Adhésion de la commune de Vaucresson au Syndicat intercommunal funéraire de la région parisienne (SIFUREP)**

**M. le Maire :** Alors, maintenant, nous allons assister en direct au retour de Monsieur Coelho qui va nous parler du SIFUREP.

**M. Coelho :** J'espère que j'ai plus de temps que la dernière fois, Monsieur le Maire.

**M. le Maire :** Heu...

**M. Coelho :** Nous sommes en fin de Conseil, il est encore de bonne heure...

**M. le Maire :** On a des petites choses à voir, encore.

**M. Coelho :** OK. Alors, voilà, les enjeux et les objectifs de cette délibération, c'est d'approuver l'adhésion de la commune de Vaucresson, c'est le 94, au SIFUREP. La commune de Vaucresson, 94, a demandé son adhésion au SIFUREP, syndicat intercommunal funéraire de la région parisienne, au titre de la compétence service extérieur des pompes funèbres lors de la délibération du 12 novembre 2020. Adhésion approuvée à l'unanimité lors de la séance du 1er décembre 2020 du Comité syndical du SIFUREP. La délibération du SIFUREP est rappelée et notifiée à chacune des collectivités adhérentes qui disposent d'un délai de 3 mois à compter de la réception de la circulaire n° 2021-2, en conformité avec les dispositions du Code général des collectivités territoriales, pour se prononcer sur l'adhésion de cette nouvelle commune. Donc nous sommes dans les délais, puisque nous l'avons reçu le 25 janvier 2021. Monsieur le Maire demande au Conseil municipal de se prononcer sur cette demande d'adhésion conformément au Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L.5211-5, L.5211-18, L.5211-20, et suivants, il y en a plein, ainsi que son article L.5212-16. Je n'ai pas fini, Monsieur le Maire. L'article premier délibère en approuvant la décision du Comité syndical... On ne va pas commencer à nouveau comme la dernière fois, c'est bon. Syndicat intercommunal funéraire de la région parisienne, SIFUREP, autorisant l'adhésion de la commune de Vaucresson, 94, au titre de la compétence service extérieur des pompes funèbres. Voilà, Monsieur le Maire, chers collègues, nous pouvons approuver cette délibération.

**M. le Maire :** Merci, Monsieur Vasco, pour les précisions de cette délibération. OK. Y a-t-il des gens qui s'opposeraient à cette adhésion ? Je ne pense pas. Bon. Allez, y a-t-il des votes contre ? Non. Abstentions ? Non, donc c'est voté à l'unanimité, merci.

*La délibération n°13 est adoptée à l'unanimité.*

#### **→ 14. Compte-rendu des décisions L.2122-22 du Code général des collectivités territoriales**

**M. le Maire :** Alors, vous avez aussi le fameux tableau des décisions du Code général des collectivités territoriales. Y a-t-il des questions sur ce qui est reproduit sur ce tableau ? Je n'en vois pas, donc c'est accepté. Merci.

*La délibération n°14 est adoptée à l'unanimité.*

#### **→ 15. Désignation des représentants d'associations locales à la Commission consultative des services publics locaux - Les Résidents des Hautes Bornes, Choisy Poppins et Quartiers Libres Choisy**

**M. le Maire :** Alors, il nous reste, comme je vous l'ai dit en préambule, à désigner des représentants d'associations locales à la Commission consultative des services publics locaux. Vous avez sur votre table les trois associations en question : Les Résidents des Hautes Bornes, Choisy Poppins, et Quartiers Libres Choisy.

Y a-t-il des questions sur cette délibération ? Je n'en vois pas. Des votes contre ? Non. Abstentions ? Non, c'est adopté à l'unanimité.

*La délibération n°15 est adoptée à l'unanimité.*

### **QUESTIONS DIVERSES**

**M. le Maire :** Je voudrais encore vous demander 15 minutes d'attention, d'ailleurs parce que j'ai failli à tous mes devoirs en ce début de Conseil, puisqu'il fallait que je vous présente une personne et que j'en salue une autre. Donc je voudrais remercier Madame Michèle... Excusez-moi, Michèle Masspacher, voilà, qui, je crois que c'est votre dernier conseil, on m'a averti tout à l'heure. Je voudrais vraiment la remercier de son professionnalisme, de ses années passées au service de Choisy-le-Roi et de l'aide qu'elle m'a apportée, notamment lors de notre intronisation dans cette assemblée. Je vous remercie, je vous souhaite bonne route dans vos nouvelles fonctions. Merci à vous.

**M. le Maire :** Alors, l'autre point, c'est que, je m'excuse auprès de Sophie, je voulais vous présenter, Madame Sophie Mine qui est notre nouvelle DGA, qui remplace Monsieur Panzani. Et là aussi, je lui rends, parce qu'elle est là depuis une semaine, et j'ai l'impression qu'elle a déjà fait le travail de 3 ans. Mais je voudrais l'associer, et vous donner comme information que nous avons ouvert un centre de vaccination, donc je la remercie de son efficacité, puisque nous avons été prévenus après maintes demandes, assez tardivement, et cela a été mis en place en 2 ou 3 jours. Donc je voudrais la remercier, et je voudrais remercier aussi les services, la direction générale, tous ceux qui ont contribué à cette mise en place qui est la bienvenue. Je remercie aussi François Campeau, notre nouveau DST, qui a participé aussi, donc je suis très heureux de cette équipe, vous allez pouvoir mesurer son efficacité, et comme ceux qui l'ont précédé, leur amour de la fonction publique, servir les concitoyens, les Choisyens et les Choisyennes.

Donc je suis donc très fier d'annoncer que nous avons un centre de vaccination, nous n'avons pas trop communiqué dessus parce que nous ne voulions pas faire tout un tintamarre là-dessus alors que nous n'étions pas certains de recevoir les doses prescrites, les doses nécessaires des vaccins, ce qui n'est toujours pas le cas puisque c'est vraiment au compte-gouttes, donc nous en avons reçu 300, ça a démarré très fort ce matin, demain aussi il y aura une journée de vaccination. J'espère que l'on va continuer à nous approvisionner régulièrement. Donc je tiens à remercier tous les services qui s'y sont employés.

Je suis d'autant plus heureux de l'arrivée de ces vaccins, parce que je pense que c'est peut-être la seule solution qui nous permettra de sortir de cette situation très difficile, situation qui pèse beaucoup, qui pèse à titre privé, qui pèse à titre professionnel, ne serait-ce que par le fait qu'on ne puisse pas se retrouver en famille ou pour le travail, au restaurant, se réunir, même nous, vous voyez, il y a une partie de nos collègues qui ne peuvent être là. Je crois que les conférences en visio, ça commence à bien faire, ça fatigue tout le monde. Le télétravail aussi, contrairement à ce qui a pu être dit, parce que le but de nous tous, ce n'est pas d'être éloigné les uns des autres, mais c'est d'être ensemble. Et ça peut peser aussi sur les relations, même au sein de groupes et autres, ce que je regrette. Il faut vraiment que cette situation s'arrête, que les choses redeviennent comme avant, qu'on puisse se voir régulièrement, comme on le désire, avec le nombre de personnes que l'on désire, parce que d'une manière insidieuse, ici et là, cela peut provoquer certains problèmes auxquels nous résistons tous, mais c'est mon souhait, et le vôtre aussi, je le sais bien, que ces vaccins soient efficaces et qu'on puisse revenir à une vie normale. Voilà, merci de votre attention.

**Mme Juhel :** Juste une question, Monsieur le Maire, comment prend-t-on rendez-vous dans ce centre de vaccination ? Et quel est le type de vaccin qui est administré ?

**M. le Maire :** Alors, pour l'instant, les vaccins que nous avons reçus, c'est le « Pfizer ». On peut s'inscrire sur Doctolib, comme les centres de vaccination, je crois que nous avons un numéro aussi. Non ?

**Mme Juhel :** Parce qu'il n'apparaît pas sur Doctolib.

**M. le Maire :** Nous avons aussi un numéro de téléphone, donc c'est soit par le téléphone. Pour l'instant, c'est les personnes les plus âgées qui sont visées, et il y a encore énormément de personnes de 75 à 105, 110. Nous avons vacciné un couple de 98 ans et 95 ans aujourd'hui, et d'autres, voilà, qui étaient tous très heureux, cela faisait plaisir de les voir soulagés, et c'est donc... comment dire... Par rapport à l'âge, ensuite viendront, alors sont également "éligibles" les 65 ans avec facteurs de risque, comorbidités, etc. Voilà. N'allez pas attraper une comorbidité juste pour vous faire vacciner, ce serait dommage.

*Rires*

**M. le Maire :** En fait, on suit les protocoles que l'on nous donne, qui sont annoncés dans la presse. Sur Choisy, il y avait beaucoup de personnes âgées qui ne l'étaient pas. Il y avait aussi, et ça, vous ne le saviez pas, des vaccinations qui étaient effectuées à notre centre, mais c'était vraiment des personnes à très grand risque, bien ciblées, etc., c'est pour cela que ça n'a pas été divulgué.

Voilà, j'espère vraiment que nous continuerons à avoir régulièrement, chaque jour, ces vaccins. Je pense que nous en avons bien pour 6 mois, 7 mois avant que tout le monde, enfin, je parle au niveau national, soit vacciné. Donc voilà, il y a une organisation vraiment formidable qui a été mise en place en seulement 3 jours. De nouveau, merci à tous ceux qui s'y sont employés. Voilà, et merci à vous.

**Mme Juhel** : On n'a pas approuvé ces décisions... Monsieur le Maire, on devait voter l'ensemble des décisions que vous avez prises.

**M. le Maire** : Pardon ?

**Mme Juhel** : Il me semble qu'on n'a pas voté la dernière.

**M. le Maire** : Vous vouliez poser une question ?

**Mme Juhel** : Non, on n'a pas voté...

**M. le Maire** : Ah, on ne les a pas votées, vous avez raison. Alors, des votes contre ? Non. Abstentions ? Non. Donc c'est voté à l'unanimité, le tableau. Merci, Madame Juhel.

Fin de la séance 22H00